

### IRRIGATION AGRICOLE

# Les eaux épurées à la rescousse

En ces temps de disette hydrique, et le réchauffement planétaire aidant, le manque d'eau peut s'avérer être un problème majeur, particulièrement en cette période de grande chaleur, qui peut mettre en danger notre sécurité alimentaire.

D'UNE CAPACITÉ DE  
STOCKAGE DE 188 150M<sup>3</sup>  
EN CARBURANT

## Mise en service du Centre de Sidi Bel Abbes

Le nouveau Centre de Stockage et de Distribution de Carburants de Sidi Bel Abbes entre en service. C'est le Président Directeur Général du Groupe SONATRACH, Toufik HAKKAR et le Président Directeur Général de NAFTAL, Abdelkader CHAFI, en présence du Wali de Sidi Bel Abbes, Samir CHIBANI, qui ont procédé, ce lundi, à sa mise en service.

P 2

LA RUSSIE, L'ARABIE  
SAOUDITE ET L'ALGÉRIE  
LIMITENT LEUR OFFRE

## Les prix du pétrole montent

Les cours du pétrole démarraient lundi leur quatrième séance consécutive de hausse alors que deux des trois plus grands producteurs mondiaux, la Russie, l'Arabie saoudite, ont annoncé de nouvelles limites à leur offre.

P 5

LE PREMIER MINISTRE  
BENABDERRAHMANE

## «L'Algérie accorde une attention particulière aux énergies renouvelables»

Le Premier ministre Aïmen Benabderrahmane a affirmé, ce lundi, que le gouvernement accorde une attention particulière au secteur des énergies nouvelles et renouvelables dans l'objectif de concrétiser le programme du président de la République.

P 5



P 3



**Géant**  
ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... [www.geant-dz.com](http://www.geant-dz.com) | [info@geant-dz.com](mailto:info@geant-dz.com) | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صح جيون

USTHB

## 13 nouvelles demandes de brevets d'invention déposées à l'INAPI

Le Crédit Le président Treize (13) nouvelles demandes de brevets d'invention ont été déposées récemment par l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène (USTHB) au niveau de l'Institut national algérien de la propriété industrielle (INAPI), indique dimanche un communiqué de cet établissement universitaire. Ces demandes de brevets d'invention concernent plusieurs domaines, dont l'industrie pharmaceutique, l'hydraulique, le génie civil, le génie mécanique, l'électronique, l'environnement et la biologie, précise la même source. L'USTHB a déposé, durant l'année universitaire en cours, 30 demandes de brevets d'invention qui sont suivis régulièrement par son centre d'appui à la technologie et à l'innovation (CATI-USTHB) et ses incubateurs, note le communiqué, ajoutant que cette "dynamique systémique d'innovation et d'entrepreneuriat permet de traduire des idées et projets en produits commercialisables". Ces demandes de brevets d'invention s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de l'arrêté ministériel du 27 septembre 2022 fixant les modalités d'élaboration du projet de mémoire de fin d'études pour l'obtention du diplôme dit "un diplôme-une start-up", rappelle l'USTHB.

## 12e COMPÉTITION DES JEUNES ENTREPRENEURS 2 équipes de l'USTHB primées

Deux équipes de l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène (USTHB) ont été primées lors de la 12e édition de la compétition annuelle des jeunes entrepreneurs, organisée par Injaz El Djaïzaïr, indique dimanche un communiqué de l'USTHB. Ces deux équipes lauréates ont participé, aux côtés de huit autres équipes finalistes, à cette compétition distinguant les meilleurs projets d'entreprise, précise la même source. L'équipe "Wink" a remporté le premier prix de la compétition, à savoir le prix de la "meilleure entreprise" et représentera l'Algérie à la compétition régionale "Injaz El Arab". L'équipe "L'affaire" a remporté, quant à elle, le prix du "choix du public", ajoute le communiqué.

## D'UNE CAPACITÉ DE STOCKAGE DE 188 150M<sup>3</sup> EN CARBURANT

# Mise en service du Centre de Sidi Bel Abbes

Le nouveau Centre de Stockage et de Distribution de Carburants de Sidi Bel Abbes entre en service. C'est le Président Directeur Général du Groupe SONATRACH, Toufik HAKKAR et le Président Directeur Général de NAFTAL, Abdelkader CHAFI, en présence du Wali de Sidi Bel Abbes, Samir CHIBANI, qui ont procédé, ce lundi, à sa mise en service.

Par Slimane T

Situé dans la zone industrielle de Sidi Bel Abbes, ce Centre, s'étend sur une superficie globale de 21,7 Hectares, indique la Sonatrach dans un communiqué.

En effet, sa mise en service augmentera la capacité de stockage de carburants de 180 000m<sup>3</sup> supplémentaires, pour atteindre un volume global de 188 150m<sup>3</sup>, indique-t-elle la même source. Et d'ajouter : «Ce nouveau centre sera opéré selon les normes les plus avancées, notamment en matière d'automatisation et de contrôle à distance». Cet accroissement du niveau de stockage permet-

tra de porter l'autonomie en carburants de (08) huit jours à trente (30) jours, ce qui placera ce nouveau centre en deuxième position en terme de capacité de stockage après le centre d'El Khroub, Wilaya de Constantine et permettra de satisfaire la demande de la région Ouest et Sud-Ouest du pays, comprenant les wilayas de : Sidi Bel Abbes, Mascara, Saïda, El Bayadh, Béchar, Adrar, Tindouf, Laghouat et Ghardaïa. Une hausse qui devra se traduire sur le terrain par un meilleur approvisionnement des wilayas avoisinantes, notamment, les dépôts de Saida et Bechar. Une fois réceptionné, ce projet avec celui d'El Khroub à l'est du pays, devront par ailleurs assurer à Naftal une autonomie nationale en matière de carburants (essence et gazoil) de trente jours.

Il est à rappeler que la consommation nationale de carburant a atteint environ 17,7 millions de tonnes en 2022 (+3% par rapport à 2021) à la faveur de la reprise économique enregistrée dans le pays dans plusieurs secteurs, notamment les services et l'industrie.

Le président de l'Autorité de régulation des hydrocarbures (ARH), Rachid Nadil avait précisé que «cette croissance de la consommation devrait se poursuivre durant les années à venir, pour atteindre environ 41 millions de tonnes à l'horizon 2050, avec une augmentation annuelle d'environ 3 millions de tonnes», soulignant que «les capacités de production nationales peuvent répondre à cette demande».

## ENTREPRENARIAT ET INNOVATION

# Création prochaine d'un comité algéro-malaisien pour renforcer la coopération

Le ministre de l'Economie et de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El Mahdi Oualid, a reçu dimanche à Alger, le ministre malaisien du Développement de l'Entrepreneuriat et des Coopératives, Datuck Ewon Benedick, avec lequel il a convenu de la mise en place d'un comité mixte chargé de renforcer la coopération bilatérale dans les domaines de l'entrepreneuriat et de l'innovation. L'audience a eu lieu au niveau du ministère et a été, par la suite, élargie aux membres de la délégation malaisienne et des responsables algériens du secteur des Start-up. M. Oualid a déclaré à l'issue de cette séance de travail s'être mis d'accord avec son homologue malaisien pour

organiser une rencontre regroupant les chefs d'entreprises et les PME des deux pays, sur le partage des connaissances et le savoir-faire dans le domaine du financement et soutien à l'entrepreneuriat et l'innovation. Il a été aussi convenu entre les deux ministres "la mise en place d'un comité mixte qui fera en sorte de concrétiser toutes ces actions et renforcer la coopération entre les deux pays dans ces secteurs", a-t-il ajouté. Cette audience s'inscrit dans le cadre d'une visite de trois jours qu'effectuera le ministre malaisien en Algérie avec comme objectif principal de "mieux découvrir le système de l'entrepreneuriat et de l'innovation dans

le pays, mais aussi de visiter un certain nombre d'acteurs et d'entreprises actives dans ces domaines", selon M. Oualid. En outre, le but de cette visite est également de "voir dans quelle mesure ces deux domaines pourraient relancer la coopération et la relation historique entre l'Algérie et la Malaisie", qui mériterait, selon le ministre, de se développer davantage dans le domaine économique. De son côté, M. Benedick a déclaré que les discussions avec son homologue algérien "ont tourné autour du développement des relations de coopération entre les deux pays dans le domaine des PME", en plus d'étudier les voies et moyens "de renforcer la coopération dans le domaine

du commerce et de l'entrepreneuriat". Cette séance de travail a été suivie par la visite des locaux du fonds des startups, Algerian Startup Fund (ASF), durant laquelle le ministre malaisien a suivi une présentation de cet organisme de financement basé sur le capital risque. M. Benedick s'est rendu, par la suite, au siège d'Algeria Venture où il a assisté à une présentation des missions de cet accélérateur public de startups, et à un exposé sur les facilitations accordées par l'Etat algérien pour promouvoir l'écosystème de ces jeunes pousses. La visite a été aussi l'occasion pour certaines startups de présenter leur entreprises et leur évolution.

## ONU

# L'Algérienne Sabrina Gahar élue au Comité sur la protection des travailleurs migrants

Docteur en psychologie et vice-présidente de l'Autorité nationale pour la promotion de la santé et le développement de la recherche (Forum), Sabrina Gahar, a été élue au siège des Nations Unies en tant que membre du Comité des Nations Unies pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles, avec 44 voix sur un total de 57. Psychologue en thérapie cognitivo-comportementale au centre d'aide psychologique universitaire, maîtresse de conférences en psychologie clinique, chercheuse au sein du Laboratoire LAPP, responsable d'une équipe de recherche sur les facteurs de risques de la violence sexuelle, Sabrina Gahar est une militante pour les droits des enfants depuis plus de 24 ans. Vice-présidente de la FOREM et présidente du conseil scientifique de l'observatoire des droits des enfants, Sabrina Gahar est co-auteur de plusieurs ouvrages dont « Les agressions sexuelles à l'encontre des enfants » et « Les thérapies cognitivo-comportementales en Algérie ».

Cette élection vient s'ajouter à d'autres succès diplomatiques remportés par l'Algérie, précise l'APS. Un autre témoignage international au rôle positif de l'Algérie dans la promotion et la protection des droits de l'homme, en particulier les droits des travailleurs migrants. Cette élection intervient également dans le cadre de la dynamique impulsée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, pour le redéploiement de l'Algérie à l'échelle internationale et la consolidation de sa place dans les différents organes de l'ONU. Composé de 14 membres indépendants, le Comité est chargé du suivi de l'application par les Etats parties de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille, ratifiée par l'Algérie en 2004. La convention, ratifiée par 58 États membres de l'ONU, vise à protéger les droits de tous les travailleurs migrants.

R E

## PORT D'ALGER

# Début des travaux de renforcement de 4 quais

Le ministre des Transports, Youcef Cherfa a donné, ce lundi, le coup d'envoi des travaux du projet de renforcement de quatre quais au port d'Alger. Il s'agit des quais numéros 18, 19, 20 et 21, qui bénéficieront d'une opération d'optimisation et de mise à niveau, précise un communiqué de la wilaya d'Alger. Selon la fiche technique du projet, un délai de 12 mois a été fixé pour la réalisation de cette opération, dont le coût est de l'ordre de 3.251.577.420 DA. Accompagné du wali de la wilaya d'Alger, Abdennour Rabhi, et de Mme Nadjiba Djilali, présidente de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) d'Alger, le ministre s'est également enquis du programme estival de la compagnie de transport maritime Algérie Ferries.

Quotidien économique

Les Enjeux Eco

Edité par la SARL Les enjeux Eco Tel: 06 98165554

Gérant **Belmihoub Abdelaziz**

Directeur de publication **Radji Zahir**

Siège social 30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction 03, Rue Ali Boumendjel Square Port Said, Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com ccb : BDL 005 00170000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

## PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER: PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur email: agence.regie@anep.com.dz programmation.regie@anep.com.dz Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28 Fax : (021) 73.95.59 (021) 73.99.19

IRRIGATION AGRICOLE

# Les eaux épurées à la rescousse

En ces temps de disette hydrique, et le réchauffement planétaire aidant, le manque d'eau peut s'avérer être un problème majeur, particulièrement en cette période de grande chaleur, qui peut mettre en danger notre sécurité alimentaire.

Par Réda Hadi

C'est pour y remédier, que le Président de la République a, lors du dernier conseil des ministres, demandé à ce que soit élaborer un plan ficelé pour l'utilisation des eaux des stations d'épuration des eaux usées dans l'irrigation agricole et dans l'industrie, et qui tienne compte de nombre d'indicateurs.

Il s'agit de la détermination précise du niveau des eaux récupérées suivant le procédé d'épuration, et la définition des besoins nationaux, ainsi qu'un recensement technique de toutes les stations d'épuration en panne et celles en service, dans chaque commune et wilaya, en vue d'en déterminer les capacités de production.

Il s'agit également d'inscrire les besoins en termes de développement de l'automatisation du secteur, au titre du programme du Gouvernement, en priorisant les wilayas ne disposant pas de stations de traitement des eaux usées à des fins d'irrigation, au lieu de puiser des eaux souterraines, classées réserve stratégique, mais aussi de fixer un objectif de 40% d'eaux récupé-

rées à court terme, pour les utiliser à des fins agricoles et industrielles, Ce plan est à même de nous assurer une certaine indépendance des aléas de la nature, et de fixer scientifiquement des objectifs de production.

Pour Mme T Sihem, ingénieur en agronomie, « premier secteur consommateur d'eau douce, l'agriculture est particulièrement vulnérable à l'aggravation du stress hydrique sous l'effet du changement climatique.»

A cause du manque d'eau, une récente étude de l'ONU, indique une diminution de plus de 70 % des récoltes de blé d'ici à la fin du siècle, tandis que celles des céréales les plus résilientes (millet et sorgho) chuteraient de moins de 20 %. L'Algérie si elle ne prend pas les mesures adéquates, peut aller au devant d'une catastrophe sans précédent.

Or l'utilisation des eaux épurées, intéresse de plus en plus des pays, comme procédé palliatif. Car dit elle, réutiliser des eaux usées pour irriguer les cultures est une option économique par rapport à l'emploi d'eau désalinisée dont le coût de production est trois à quatre fois plus élevé que celui du traitement d'effluents d'origine domestique ou

industrielle.

De plus souligne-t-elle, cette pratique sert énormément les logiques d'économie circulaire mais aussi à améliorer le partage de la ressource en eau sur les territoires, qui en manquent.

De plus, la réutilisation des eaux usées traitées présente un avantage conséquent d'un point de vue environnemental car elle permet de recycler l'eau traitée et de limiter la consommation d'eau douce.

Pour cette ingénieure, tout procédé à ses avantages et ses inconvénients, et son application ne dépend que des facteurs garantissant les avantages par rapport aux inconvénients. Or, l'utilisation à bon escient des eaux traitées, présente plus d'avantages, que d'inconvénients. Mais celle-ci, souligne par ailleurs, l'option d'installer de petites stations en milieu rural, ce qui permettrait plus de proximité dans l'approvisionnement.

Puisque petites et implantées au milieu des champs, donc potentiellement proches des exploitations agricoles. Là où se trouve le besoin en eau. Ce qui offre l'avantage d'une irrigation en circuit court, avec un coût d'investissement moindre dans les canalisations.

Il est utile de rappeler que les

eaux usées traitées présentent des avantages agronomiques car elles contiennent encore des nutriments, au contraire de l'eau claire. Du coup, l'agriculteur va réduire ses apports d'engrais.

Mais il y a aussi tout un ensemble d'autres éléments à contrôler, comme la présence de pathogènes ou de polluants émergents. Actuellement un milliard de m3 d'eau épurée est produite annuellement par les 211 stations d'épuration implantées à travers le pays. Et avec, la réception de 33 autres d'ici 2026, la production nationale en eau épurée atteindra les 1,4 milliards m3/an, selon les chiffres du ministre de l'Hydraulique.

Des quantités importantes pour le secteur agricole et industriel. Toutefois, déplore le ministre, seulement 50 millions de m3 de ces eaux sont réutilisées ! Les 430 millions de m3 restantes partent dans la nature. Une nouvelle stratégie sera mise en place, indique-t-il dans une déclaration à la presse, afin d'exploiter cette ressource importante, en valorisant dans le secteur agricole, en particulier durant cette période de stress hydrique.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Un colloque

algéro-tunisien à Constantine

Le ministre de l'Industrie et de la Production Pharmaceutique, Ali Aoun, a annoncé l'organisation d'un colloque algéro-tunisien, avant la fin du mois juillet courant, à Constantine. L'annonce a été faite à l'issue de l'audience que le ministre Ali Aoun a accordé, ce lundi, au siège du ministère, à l'Ambassadeur de Tunisie en Algérie, Ramdhane Elfayedh.

Cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre du renforcement et de l'approfondissement du partenariat bilatéral Algéro-tunisien a permis aux deux parties d'examiner les voies et moyens à même de redynamiser la coopération notamment dans le domaine de la production pharmaceutique, indique un communiqué du ministère. La rencontre, de deux jours, réunira l'ensemble des opérateurs pharmaceutiques des deux pays. La finalité est d'apprécier les nombreuses opportunités d'investissement qu'offre le marché pharmaceutique régional en vue de mettre en place une stratégie commune à même de développer le partenariat dans la production, la Recherche et Développement ainsi que pour la distribution et l'exportation des produits pharmaceutiques, précise le même document.

En marge de sa visite, mars dernier, à l'unité de production du groupe Sidal à El-Harrach (Alger) en compagnie de Ali Mrabet, ministre tunisien de la Santé, Ali Aoun avait mis l'accent sur la nécessité de développer une industrie pharmaceutique de pointe entre les deux pays en vue de sortir de la dépendance aux firmes étrangères qui monopolisent les marchés, ajoutant que cet objectif était réalisable à travers l'intensification de la coopération, d'autant plus que le marché des deux pays s'élève à près de 60 millions habitants. Les entretiens entre Ali Aoun et Ramdhane Elfayedh ont également porté sur les opportunités de coopération qu'offre le domaine de la production des composants pour l'industrie mécanique notamment à la faveur des dispositions de la nouvelle loi sur l'investissement, ajoute le communiqué.

Les deux parties se sont engagées à intensifier et à renforcer les échanges entre les investisseurs des deux pays pour permettre une meilleure compréhension des réformes en cours en matière de promotion des investissements étrangers et de conclure des partenariats, ce qui permettra le développement de la sous-traitance dans la production des composants et pièce de rechange le cadre d'une démarche intégrée à l'échelle régionale et continentale.

Synthèse S R.

AMAR ABBA, ANCIEN DIPLOMATE

## «L'Algérie s'engage activement dans la fondation d'un nouvel ordre mondial»

Amar Abba, ancien diplomate et auteur d'un livre sur "La politique étrangère de l'Algérie 1962-2022", a abordé, ce lundi, les accomplissements de la diplomatie nationale depuis l'indépendance du pays jusqu'à nos jours. Il a également évoqué les idéaux portés par l'Algérie sur la scène mondiale et les actions qu'elle a entreprises pour soutenir les peuples africains.

Lors de son intervention à l'émission "L'Invité de la rédaction" sur la Chaîne 3 de la Radio Algérienne, M. Abba a affirmé que la diplomatie algérienne est « restée fidèle aux idéaux de la révolution algérienne, en tenant compte des réalités qui nous entourent ». Il a énuméré le long historique des actions menées par l'Algérie en faveur d'un monde plus juste et pacifique.

En plus des nombreuses actions de médiation ayant permis de résoudre des conflits d'importance internationale, l'Algérie a toujours

milité en faveur de l'émergence d'un nouvel ordre économique international visant à rendre le monde plus juste et équitable, rappelle l'ancien ambassadeur.

Malgré le recul de ces idéaux avec la victoire du néolibéralisme, nous assistons aujourd'hui à l'émergence d'un nouveau système sous nos yeux, souligne l'invité de la Chaîne 3, pour qui la question de la réforme du système international est en train de prendre un autre tournant. Il note que la création des BRICS et de la Banque de Shangai en 2014 pourrait remettre en question l'hégémonie occidentale au sein des institutions financières internationales.

**"L'Afrique aux Africains"**

Selon l'ancien diplomate, l'Afrique est l'un des terrains sur lesquels se joue ce nouvel ordre mondial. À cet égard, il a appelé à la mobilisation du continent pour défendre ses intérêts et

faire valoir toutes les revendications inscrites dans la Charte d'Alger et qui demeurent d'actualité. "Les problèmes économiques de l'Afrique restent les mêmes, c'est l'accès aux marchés des pays en développement, c'est la part de décision dans les instances internationales..."

Saluant la mobilisation de l'Algérie et sa contribution à la formation d'un Pôle africain, à travers, notamment, son soutien constant aux luttes de libération nationale contre le colonialisme et sa participation active à la création de l'Union africaine, M. Abba a plaidé en faveur du renforcement de la politique d'aide publique aux pays africains en difficulté. "Récemment, le président de la République a annoncé une enveloppe d'un milliard de dollars. C'est une aide qu'il faut renforcer", a-t-il recommandé.

R E.

OUVERTURE DE LA 2E SESSION DU DIALOGUE STRATÉGIQUE ALGÉRO-ITALIEN

## Réaliser les objectifs fixés par les hautes autorités des deux pays

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a présidé, ce lundi à Alger, l'ouverture des travaux de la deuxième session du dialogue stratégique algéro-italien autour des relations bilatérales et des questions politiques et de sécurité globales. Les travaux de cette session se

déroulent au siège du ministère, en présence des secrétaires généraux des ministères des Affaires étrangères, côté algérien, MM. Lounès Magrane et italien, Riccardo Guariglia, ainsi que des membres des délégations des deux pays. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Attaf a souligné que 2022 était pour les deux pays « une

année chargée d'indicateurs très positifs et satisfaisants pour les deux parties, confortant ainsi leur volonté commune de poursuivre les efforts afin de réaliser tous les objectifs stratégiques fixés par les hautes autorités algériennes et italiennes ».

Les relations algéro-italiennes « sont aujourd'hui au beau fixe, grâce aux nouveaux ac-

quis réalisés à même de consolider le partenariat stratégique entre nos deux pays pleinement engagés par leur approche dans le traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération, dont nous avons célébré, au début de l'année courante, le 20e anniversaire de sa signature », a-t-il indiqué.

R E.

## COMMERCE

**69 infractions et 55 procès-verbaux de poursuite judiciaire contre des salons de coiffure et d'esthétique pour femmes**

Les services de contrôle commercial relevant du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations ont enregistré, mai dernier, 69 infractions, 55 Procès verbaux (PV) de poursuite judiciaire ainsi que la suspension de l'activité de 5 locaux, au niveau des salons de coiffure et d'esthétique pour femmes, selon un bilan rendu public, dimanche, par le ministère.

Ces démarches s'inscrivent dans le cadre du contrôle des salons de coiffure et d'esthétique pour femmes, notamment certaines activités à caractère médical dont la technique des ventouses (hidjama), le traitement au laser et le blanchiment dentaire, car contreviennent aux dispositions de l'arrêté interministériel du 31 juillet 2017 fixant les prescriptions de sécurité particulières applicables dans les salons de coiffure et/ou d'esthétique, ajoute la même source.

Selon le bilan, les opérations de contrôle menées par les agents de contrôle en mois de mai dernier ont donné lieu à 544 interventions, permettant de constater 69 infractions et de dresser 55 procès de poursuite judiciaire.

Les opérations ont également permis de saisir une quantité de produits, notamment des produits cosmétiques non conformes et périmés, des produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques dont des injections, des protéines et du collagène, estimés à environ 33 litres et 18 kg de produits cosmétiques non conformes ou périmés, selon la même source.

Le chiffre total des produits saisis a atteint, d'après le bilan, 200.630 DA. Il s'agit également de la suspension provisoire de l'activité de 5 salons de coiffure et d'esthétique pour femmes. Concernant la nature de l'activité exercée, le bilan fait mention de 251 interventions au niveau des locaux disposant d'un registre de commerce, ce qui a permis de constater 29 infractions, dont 26 procès de suivi judiciaire ont été dressés.

Au niveau des commerces détenant la carte professionnelle de l'artisan, la même source a fait état de 293 interventions, ce qui a conduit à la constatation de 40 infractions, entraînant l'établissement de 29 procès-verbaux de poursuites judiciaires.

Il s'agit, selon la même source, de 26 infractions relatives au non-respect des obligations d'hygiène et de propreté sanitaire, soit un taux de 38 %, de 18 autres liées au non-affichage des prix et des tarifs (26 %), et de 14 infractions relatives à la détention de produits périmés et impropres à la consommation (21 %).

En outre, la même source a fait état de la constatation de quatre (4) infractions pour défaut d'inscription au registre de commerce (6%), de trois (3) autres liées au non-respect des obligations de sécurité du service (4%), de deux (2) relatives à l'exercice d'une activité commerciale sans registre de commerce (3%), et d'une (1) infraction liée au non-respect de l'obligation d'information du consommateur (1%), en sus d'une (1) autre relative à la non-modification des données du registre de commerce (1%).

Le bilan indique également que quatre (4) cas ont été constatés concernant l'exercice d'activités à caractère médical, à l'instar de la Cupping thérapie, le traitement au laser, le piercing et le blanchiment dentaire, dans les wilayas d'Alger, Tiaret, Mostaganem et Oran, ce qui a entraîné l'établissement de procès-verbaux officiels de poursuites judiciaires contre les contrevenants et la proposition de suspension temporaire de leurs activités commerciales, avec notification des services de la Santé nationale et des directions de la santé.

## SPORT, UNIVERSITÉ, TIC, RESSOURCES EN EAU ET COMMUNAUTÉ NATIONALE À L'ÉTRANGER...

**Les orientations du président Tebboune**

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée au projet de loi relatif à l'organisation et au développement des activités physiques et sportives, et à des exposés concernant plusieurs autres secteurs, indique le communiqué du Conseil des ministres, dont voici le texte intégral :

Par Aps

« Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, ce jour, une réunion du Conseil des ministres consacrée au projet de loi relatif à l'organisation et au développement des activités physiques et sportives, et à des exposés concernant le rôle de l'établissement Algérie Poste dans le soutien à la généralisation des services financiers et du paiement électronique, la stratégie d'utilisation des eaux des stations d'épuration dans l'irrigation agricole et dans l'industrie, et les préparatifs des Jeux olympiques de 2024.

A l'entame de la réunion ouverte par Monsieur le président de la République, il a été procédé à la présentation de l'ordre du jour et de l'exposé du Premier ministre sur le bilan d'activité gouvernementale ces deux dernières semaines.

Le président de la République a donné les instructions, orientations et directives suivantes: Le Conseil des ministres a approuvé le projet de loi relatif à l'organisation et au développement des activités physiques et sportives visant à développer et à mieux encadrer les différentes disciplines sportives aux niveaux national, régional et international.

Concernant les préparatifs des Jeux olympiques de 2024, le Président a enjoint au ministre de la Jeunesse et des Sports de réunir toutes les conditions et de mobiliser tous les moyens nécessaires afin de permettre à nos athlètes participant à cet événement mondial de se tailler une place à la hauteur de l'image et de la réputation de l'Algérie.

Concernant la création d'annexes des facultés de médecine, le Président a souligné l'impératif de fournir l'encadrement nécessaire en vue de hisser l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. L'inscription aux annexes des facultés de médecine doit être soumise aux mêmes règles et conditions adoptées dans les facultés centrales. Cette procédure doit avoir pour objectif la facilitation de l'accès des étudiants des spécialités scientifiques, la réduction de la charge sur les facultés centrales, et l'amélioration de la qualité de la formation.

Concernant le rôle de l'établissement Algérie Poste dans le soutien à la généralisation des services financiers et du paiement électronique, le président de la République a donné



des orientations pour améliorer le niveau des prestations, et œuvrer afin de venir à bout de tous les problèmes techniques relatifs au débit d'internet. Œuvrer à généraliser l'utilisation de la fibre optique à la fin 2024.

De plus, le Président a insisté sur l'intérêt devant être accordé à la cybersécurité, une question à traiter comme étant une affaire de souveraineté nationale à préserver par les enfants de l'Algérie parmi les compétences et énergies nationales en vue de s'adapter aux mutations survenant dans ce domaine.

Concernant la stratégie d'utilisation des eaux des stations d'épuration dans l'irrigation agricole et dans l'industrie, le Président a ordonné l'élaboration d'un plan bien défini et ficelé prenant en ligne de compte les indicateurs qui suivent:

- Une détermination précise du niveau des eaux récupérées suivant le procédé d'épuration, et une définition des besoins au niveau national.
- Un recensement technique de toutes les stations d'épuration en panne et de celles en service, dans chaque commune et wilaya, en vue de déterminer les capacités de production.
- Inscrire les besoins en termes de développement de la mécanisation du secteur, au titre du programme du Gouvernement, en priorisant les wilayas ne disposant pas de stations de traitement des eaux usées à des fins d'irri-

gation, au lieu de puiser des eaux souterraines, classées réserve stratégique.

- Fixer un objectif de 40% d'eaux récupérées à court terme, pour les utiliser à des fins agricoles et industrielles.

Enfin, et après l'exposé du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger sur la situation de notre communauté, Monsieur le Président a mis en avant l'importance extrême qu'accorde l'Etat à l'écoute permanente et à la prise en charge des préoccupations de notre communauté, par voies diplomatiques, dans le cadre de l'engagement du président de la République à œuvrer à améliorer les conditions de vie de la communauté algérienne dans différents domaines socioculturels, et à faciliter le retour des compétences et des cadres algériens, notamment à la faveur des conditions favorables à un décollage économique prometteur qui profitera au peuple algérien.

Le président de la République a salué, dans ce cadre, les performances du ministère des Affaires étrangères tendant à maintenir les passerelles de communication et à renforcer les liens entre notre communauté et la mère-patrie.

Au terme de la réunion, le Conseil des ministres a approuvé des décrets portant fin de fonctions dans des postes et fonctions supérieurs de l'Etat.

## RESSOURCE EN EAU

**Réparation de plus de 350.000 fuites en 2022**

L'Algérienne des eaux (ADE) a procédé à la réparation de plus de 350.000 fuites d'eau en 2022 dans le cadre de son programme visant la préservation de la ressource hydrique et la lutte contre son gaspillage, a indiqué dimanche une responsable de la société.

Lors d'un exposé présenté aux travaux du 1er séminaire national « Eaux, environnement et pollution » (SEEP 2023), organisé par l'Université des sciences et de la technologie Houari-Boumediène (USTHB), Mme Radia Dahmani, directrice contrôle qualité et régulation à l'ADE a affirmé que l'entreprise, qui a fait de la réparation des fuites une priorité afin de faire face aux pénuries et lutter contre le gaspillage de cette ressource vitale, a procédé à la réparation de

350.000 fuites d'eau en 2022. Pour s'assurer de la qualité des eaux distribuées, l'ADE a effectué, en 2022, plus de 3 millions de tests de chlore pour vérifier le niveau de concentration de cet élément chimique dans les eaux traitées, poursuit Mme Dahmani. Plus de 316.000 analyses bactériologiques et plus de 333.000 analyses physico-chimiques ont été effectuées afin de contrôler les caractéristiques des eaux traitées tels que le taux d'acidité, la densité des minéraux et d'autres éléments, a-t-elle ajouté.

La responsable a fait état, dans ce sillage, de plus de 7192 ouvrages de stockage d'eau potable nettoyés et stérilisés, relevant la participation de 970 experts qualifiés en matière de traitement et de contrôle de qualité des eaux à ces

opérations. L'ADE s'appuie sur un réseau de laboratoires, composé de 86 laboratoires de traitement situés au niveau des stations de traitement des eaux (plus de 106 stations), et 44 laboratoires nationaux répartis sur les différentes wilayas, ainsi qu'un laboratoire central équipé des dernières techniques aux normes internationales pour effectuer des analyses spécifiques.

Organisé par le Laboratoire d'électrochimie corrosion, métallurgie et chimie minérale (LECMCM) de l'USTHB, SEEP 2023 a pour ambition de « braquer les projecteurs sur des questions importantes liées à la rareté et à la pollution des ressources hydriques, et d'apporter des solutions académiques innovantes et efficaces à ces défis mondiaux urgents », selon le rec-

teur de l'université, Djamel Eddine Akretche.

Cette initiative qui réunit les membres de la communauté scientifique au niveau national, des universitaires, des praticiens et des écologues, représente, selon la directrice du laboratoire, Hafida Ghoualem, une opportunité précieuse pour les scientifiques et les spécialistes pour échanger, contribuer à la prise de conscience, et appuyer les efforts communs afin de parvenir à un avenir durable et sain pour les ressources hydriques. Cet événement scientifique se veut « un espace pour débattre des enjeux internationaux liés à l'eau et à la pollution, notamment les pénuries, la pollution des ressources hydriques et les effets du changement climatique », a-t-elle ajouté.

R.E.

LA RUSSIE, L'ARABIE SAOUDITE ET L'ALGÉRIE LIMITENT LEUR OFFRE

# Les prix du pétrole montent

Les cours du pétrole démarraient lundi leur quatrième séance consécutive de hausse alors que deux des trois plus grands producteurs mondiaux, la Russie et l'Arabie saoudite, ont annoncé de nouvelles limites à leur offre.

Par Sirine R/Agence

Vers 10H50 GMT (12H50 HEC), le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en septembre, dont c'est le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, prenait 0,80% à 76,01 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate pour livraison en août, gagnait 0,88% à 71,26 dollars. L'Arabie Saoudite va prolonger d'un mois supplémentaire la baisse de production d'un million de barils par jour (bj) qui avait été mise en place en mai et qui devait se terminer à la fin du mois de juillet, a fait savoir l'agence de presse officielle SPA.

«La production du royaume pour le mois d'août 2023 sera d'environ 9 millions de barils par jour», a déclaré une source officielle du ministère de l'Energie citée par SPA. L'Arabie Saoudite extrayait 9,96 millions de barils par jour (bj) au 30 juin selon des données Eikon. «La source a confirmé que cette

réduction volontaire additionnelle vient renforcer les mesures de précaution prises par les pays de l'OPEP+ dans le but de soutenir la stabilité et l'équilibre des marchés pétroliers», a ajouté l'agence de presse.

Peu après l'annonce de l'Arabie saoudite, le vice-Premier ministre russe Alexander Novak a annoncé que la Russie diminuerait ses exportations de 500.000 bj en août. «Dans le cadre des efforts visant à assurer l'équilibre du marché pétrolier, la Russie réduira volontairement son offre de pétrole au mois d'août de 500.000 barils par jour en diminuant d'autant ses exportations vers les marchés mondiaux», a déclaré le vice-Premier ministre Alexander Novak. Sa porte-parole a refusé de préciser si la production de pétrole russe diminuerait également dans les mêmes proportions. La Russie produisait 9,11 millions de bj fin mai, selon des données Eikon. Ces coupes auront lieu en pleine "driving season", période durant laquelle la demande de pétrole aux Etats-Unis progresse de manière importante.

«C'est important pour les prix du pétrole car la porte est ouverte à plus de baisses dans les mois à venir», explique à l'AFP Bjarne Schieldrop, analyste chez SEB. Il est à souligné que l'Algérie, de son côté, a décidé de procéder à une réduction additionnelle de sa production de 20.000 barils par jour durant le mois d'août prochain, afin de soutenir l'équilibre des marchés pétroliers, a annoncé lundi le ministère de l'Energie et des Mines dans un communiqué. "Dans le cadre des efforts communs menés par les pays de l'Opep+ et en appui aux réductions supplémentaires annoncées par le Royaume d'Arabie saoudite et la Fédération de Russie afin de soutenir la stabilité et l'équilibre des marchés pétroliers, l'Algérie décide de procéder à une réduction additionnelle de sa production de 20.000 b/j entre le 1er et le 31 août 2023", est-il indiqué dans le communiqué.

Cette réduction additionnelle s'ajoute à la baisse volontaire de 48.000 b/j décidée en avril dernier, souligne la même source. Ainsi, pour le mois d'août 2023, la pro-

duction de l'Algérie s'établira à 940.000 b/j, précise encore le ministère dans le communiqué. Pourtant, la réaction des prix du pétrole restait relativement limitée, et les baisses ces derniers mois des objectifs de production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et de ses alliés (OPEP+), menée par la Russie et l'Arabie saoudite, n'ont pas suffi à redresser les cours.

Au premier semestre, le Brent et le West Texas Intermediate (WTI) ont cédé environ 12%, plombés par une demande chinoise qui peine à redémarrer après les longs confinements dus au Covid-19 et par les craintes d'une récession aux Etats-Unis. Les inquiétudes sur la croissance mondiale dominent le marché» et empêchent les prix de l'or noir de décoller, estiment les analystes de ANZ. Mais selon eux, «les baisses de production de l'OPEP+ ne sont pas encore pleinement senties» et quand elles le seront, les prix devraient décoller.

LE PREMIER MINISTRE BENABDERRAHMANE

## «L'Algérie accorde une attention particulière aux énergies renouvelables»

Le Premier ministre Aïmen Benabderrahmane a affirmé, ce lundi, que le gouvernement accorde une attention particulière au secteur des énergies nouvelles et renouvelables dans l'objectif de concrétiser le programme du président de la République. Dans un discours lu en son nom par la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, le Premier ministre a souligné que le gouvernement était soucieux de réussir et de sécuriser la transition énergétique vers les énergies nouvelles et renouvelables, dans le but de consolider la croissance verte.

Il a ajouté que le gouvernement s'est engagé dans cette voie en mettant en œuvre de plusieurs actions qui s'inscrivent dans le cadre d'un plan national intensif et ambitieux en vue de concrétiser la politique d'efficacité énergétique au profit de l'économie nationale. Une déclaration faite à l'occasion de la cérémonie de remise des diplômes de fin d'études à la première promotion spécialisée dans les énergies nouvelles et renouvelables, notamment la transition énergétique, de l'Ecole nationale polytechnique et de l'Université Houari Boumediene.

Pour sa part, le ministre de l'Energie et des Mines, M. Mohamed Arkab, a souligné que cette rencontre traduit l'intérêt du gouvernement pour ce découpage qui s'inscrit dans le cadre de la préparation de la transition énergétique de notre pays, et que la plupart des notes et les recherches ont porté sur des sujets très importants qui répondraient aux principales questions et enjeux liés à la transition énergétique, dont la proposition d'un modèle énergétique pour les horizons 2035 et 2050, des études techniques d'éclairage et de chauffage utilisant l'énergie solaire, et des propositions techniques pour rationaliser la consommation d'énergie dans l'industrie, une étude technico-économique pour l'intégration des centrales de production d'énergies renouvelables dans le réseau électrique et des études liées aux véhicules électriques et à l'hydrogène.

Le ministre a ajouté qu'une analyse des politiques et stratégies utilisées pour favoriser le développement des énergies et énergies renouvelables et l'efficacité énergétique dans le but de proposer un plan d'accompagnement pour atteindre la durabilité dans la transition énergétique en Algérie. Le ministre a également souligné que l'investissement dans l'éducation et la formation dans le domaine des énergies renouvelables reflète la vision prospective du gouvernement pour parvenir à un développement durable et diversifier les sources d'énergie dans le pays.

S R.

PLATEFORME DES EXPORTATEURS ALGÉRIENS

## 400 demandes d'inscription enregistrées

L'Agence nationale de promotion du commerce extérieur «ALGEX», a révélé avoir reçu, au cours de l'année 2022, près de 400 demandes d'inscription sur la plateforme «Exportateurs Algériens» pour introduire leurs produits à l'étranger et nouer des partenariats avec des commerçants étrangers.

Selon un résultat publié par l'APS, l'agence a développé la plateforme numérique «ALGERIA EXPORTERS», qui permet aux exportateurs algériens, de présenter leurs entreprises et de promouvoir leurs produits, tout en créant des opportunités d'affaires avec des concessionnaires étrangers, puisque 183 sources ont été enregistrées sur la plateforme, selon le décompte de l'agence, qui précise qu'elle a également «reçu 400 candidatures pour s'inscrire sur cette plateforme au cours de l'année 2022», ajoute la même source.

L'Agence a également organisé et encadré la participation algérienne à des salons généraux et spécialisés organisés à l'étranger en France, au Sénégal, en Russie et en Turquie, en plus d'organiser un certain nombre d'événements similaires au niveau national, tels que le Salon l'Algérien de l'Exportation au Palais des Expositions d'Alger, la manifestation Assi-

har à Tamanrasset, ainsi que la journée d'étude sur l'exportation des dattes au siège de l'Agence, sans oublier la promotion de la coopération avec les agences d'appui à l'exportation dans plusieurs pays du monde.

Outre les efforts déployés pour faire connaître les différentes mesures et facilités visant à promouvoir les exportations hors hydrocarbures sur l'ensemble du territoire national, l'agence a contribué à la préparation du projet d'ouverture de la ligne de transport maritime «Algérie-Nouakchott-Dakar» et conclu un nombre d'accords et de mémorandums de coopération avec des organismes similaires à l'étranger, en vue de consolider les relations de partenariat et de coopération internationale, selon les résultats de cet organisme affilié au ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, publiés par l'Agence algérienne de presse.

S'agissant des mesures de soutien et d'accompagnement des exportateurs algériens, pour accéder aux marchés étrangers, en l'année 2022, plus de 1 580 opérateurs économiques et exportateurs ont été reçus au niveau de «Dar El Moussader» au siège de l'agence.

MÉDITERRANÉE

## Début de la construction du système de câbles sous-marin

### Medusa

Alcatel Submarine Networks (ASN)-qui fait partie du groupe Nokia-, Elettra Tlc, Medusa et Orange annoncent l'entrée en vigueur du contrat de construction du système de câbles sous-marin Medusa, indique un communiqué de Orange, ajoutant que ce jalon marque le début d'un projet ambitieux visant à renforcer la connectivité à travers la Méditerranée. Medusa établira des connexions essentielles entre le Maroc, le Portugal, l'Espagne, la France, l'Algérie, la Tunisie, l'Italie, la Grèce, Chypre et l'Égypte, selon la même source. Le sous-système du câble Medusa, nommé Via Tunisia, reliant la France à la Tunisie, est cofinancé par l'Union Européenne dans le cadre du programme «Mécanisme pour l'interconnexion en Europe» (MIE) comme déjà annoncé par Orange.

Une fois achevé, Medusa s'étendra sur une distance de plus de 8.700 kilomètres, ce qui en

fera le plus long câble de la mer Méditerranée et permettra d'améliorer la connectivité nord-sud et est-ouest, précise la même source.

La construction a été confiée aux leaders de l'industrie ASN et Elettra Tlc. Le système Medusa repose sur la technologie de pointe ouverte (Open Cable) à 24 paires de fibres optiques pour répondre aux besoins croissants en matière de haut débit dans la région, avec une capacité minimale de 20Tb/s par paire de fibres. Elettra Tlc va démarrer sans délais les opérations de survey (sondage des fonds marins), alors que la fabrication et l'installation du câble s'étaleront sur 2024 et 2025. Orange fournira des infrastructures d'atterrissage en France, en Tunisie et au Maroc, détaille le communiqué.

En reliant l'Afrique du Nord et l'Europe du Sud, ainsi que plusieurs îles de la Méditerranée au continent, notamment la Sicile, la Crète et Chy-

pre, le système de câble sous-marin Medusa créera des opportunités sans précédent pour la collaboration, l'innovation et le développement économique. Il constituera également un pont efficace entre les régions de la Méditerranée et de l'Atlantique, facilitant une communication et une coopération accrues dans toutes ces zones, explique-t-on.

Rappelons que Medusa s'engage à réduire la fracture numérique. Cette construction est une étape importante dans la réalisation de cet objectif. La construction de Medusa est financée par AFR-IX Telecom, Orange et l'Union Européenne à travers une subvention dans le cadre du programme MIE (Mécanisme pour l'interconnexion en Europe), conclut la même source.

Agence

AIN DEFLA

## Raccordement de plus de 600 foyers au réseau de gaz naturel

Au total, 667 foyers ont été raccordés, samedi, au réseau de gaz naturel dans plusieurs communes de la wilaya d'Ain Defla, dans le cadre des festivités marquant la célébration du 61<sup>e</sup> anniversaire de la fête de l'Indépendance et de la jeunesse (5 juillet 1962).

Le chef de l'exécutif local, Abdelghani Filali, accompagné des autorités civiles et militaires, a procédé en début de l'après-midi, à la mise en service de la distribution publique (DP) de gaz naturel desservant un total de 462 foyers au niveau de la cité Ziadir, dans la commune d'El Amra.

Le projet en question, réalisé dans le cadre du programme complémentaire, a coûté au trésor public un montant de plus de 400 millions DA, dont près de 318 millions DA consacrés à la réalisation du réseau de transport, tandis qu'un montant de plus de 90 millions DA a été destiné au réseau de distribution, selon la fiche technique du projet.

Dans la commune d'Ain Defla, deux lotissements, notamment la cité Kouadri (50+50 logements) et la cité El Belbal (17 logements) ont été, aussi, raccordés au réseau de gaz naturel.

Une enveloppe de plus de 5 millions DA a été consacrée pour la réalisation de ce projet. En outre, 90 foyers ont été raccordés au réseau de gaz naturel au niveau du village agricole de la commune de Djelida, dans le cadre du programme financé par la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (CSGCL) visant à raccorder les zones enclavées et recueillies à cette énergie.

AGRICULTURE MODERNE À BORDJ BOU ARRERIDJ

## Un nouveau pôle voit le jour à Chertiwa

La région nord de la wilaya de Bordj Bou Arreridj est en train de devenir une référence dans l'agriculture moderne grâce à son potentiel en pleine évolution.

Un nouveau pôle implanté dans la région de Chertiwa ouvre déjà la voie à un développement prometteur de ce secteur, en passe de devenir la base économique de la wilaya. Cela s'ajoute à la dynamique industrielle que connaît la région grâce à sa spécialisation dans le domaine de l'électronique, dont la production s'exporte vers des pays arabes, africains et européens. En effet, face à l'urgence de résoudre les problèmes socio-économiques pressants et de concilier les projets de développement local, les autorités de la wilaya ont créé un pôle agricole au lieu-dit Chertiwa, situé au nord de Bordj Bou Arreridj. Il s'agit d'un périmètre qui s'étend sur une superficie de 550 hectares. Pas moins de 175 investisseurs, agriculteurs et éleveurs se sont déjà installés dans cette zone stratégique, appelée à favoriser le développement des différentes filières afin d'accroître les rendements. La fiche technique de ce projet structurant comprend le secteur agro-alimentaire, l'arboriculture fruitière, l'aviculture, l'élevage bovin et ovin, l'élevage de vaches laitières (une première dans la région), la production maraîchère et l'extension des superficies irriguées destinées aux céréales. Une enveloppe financière de 43 milliards a été allouée par la wilaya pour concrétiser cette opération. Les travaux pro-

gressent à un rythme accéléré, notamment en ce qui concerne les réseaux électrique et d'eau et l'ouverture de voies et d'accès. Lors des réunions de coordination avec les parties prenantes de ce projet, le wali de Bordj Bou Arreridj, Kamel Nouicer, a souligné : « Le pôle agricole de Chertiwa s'inscrit dans le cadre des engagements du président de la République visant à assurer la sécurité alimentaire du pays et la diversification de l'activité agricole, et par conséquent, de l'économie nationale. Il témoigne de la priorité accordée par le chef de l'État à la modernisation de ce secteur, ainsi qu'au développement des zones d'ombre à travers la wilaya ». M. Nouicer a affirmé que les autorités locales, avec le soutien du ministère de l'Agriculture, s'efforcent de créer les conditions appropriées pour faire de Chertiwa un centre d'excellence en matière de développement agricole, en fournissant tous les moyens nécessaires et en accompagnant les investisseurs afin d'atteindre les objectifs escomptés. À ce propos, il a indiqué que ce projet sera un « noyau central de développement », compte tenu de son potentiel et de l'engouement des investisseurs à s'y installer dans le but d'améliorer les infrastructures qui s'y trouvent, de créer des sources de revenus et de promouvoir toutes les filières agricoles. Pour sa part, le directeur des Services agricoles a déclaré que ce projet s'ins-

crit dans le processus d'amélioration de la sécurité alimentaire, d'accroissement des revenus des ménages et de création d'emplois. Et d'expliquer que les trois objectifs escomptés sont de favoriser la sécurité alimentaire, d'encourager l'adoption de modèles compétitifs de production respectueux des ressources naturelles et adaptés aux changements climatiques, et de développer la concertation entre les différents investisseurs des filières ciblées. Il a ajouté que c'est un programme de redressement économique et de développement efficient du secteur agricole. Par ailleurs, les membres du bureau de wilaya de l'Union Nationale des Paysans Algériens (UNPA) se félicitent de cette nouvelle réalisation qui, selon eux, est l'occasion d'encourager le réseautage entre les investisseurs, les fellahs et les éleveurs de la région. En plus de permettre la valorisation des produits locaux, ce projet témoigne de la volonté des pouvoirs publics d'unifier les efforts dans le sens du développement de ce secteur en tant que moteur pour faire de la région nord de la wilaya un pôle capable de répondre aux besoins du marché local sur la base d'une approche scientifique, soutiennent-ils.

GHARDAÏA

## Plus de 42.600 quintaux de céréales engrangés

Une production globale estimée à 42.630 quintaux (qx) des différentes espèces de céréales a été engrangée dans la wilaya de Ghardaïa, au terme de la campagne moisson-battage 2022/2023 qui s'est achevée la fin du mois de juin, a-t-on appris de la direction des services agricoles (DSA) de la wilaya. Cette récolte, qui s'est effectuée sur une surface ensemencée sous pivots de 1.468 hectares (ha), a donné près de 38.633 qx de blé dur, 2.643 qx de blé tendre et 1.003 qx d'orges, a révélé à l'APS Khaled Djebrit, ingénieur en chef chargé des statistiques à la DSA. L'ensemble de cette production de graminée engrangée dans 29 exploitations agri-

coles dédiées à la céréaliculture dans la wilaya de Ghardaïa a été livrée à la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de Laghouat qui a mobilisé les moyens conséquents pour la réussite de cette campagne de moisson qui a débuté la fin du mois de mai dernier, a-t-il précisé. Il est à rappeler que les pouvoirs publics ont déployé tous les efforts nécessaires pour soutenir la filière céréaliculture notamment une vingtaine de moissonneuses à sac et bac, des camions de transport appartenant à la CCLS de Laghouat chargée de la collecte de la production ainsi que des équipes de la Protection civile avec leurs moyens de lutte anti incendie ont été mobilisées durant toute la

période de moisson battage. La wilaya de Ghardaïa a consacré quelques 1.468 ha sous pivots de la Surface agricole utile (SAU) à la céréaliculture durant cette campagne, a indiqué le directeur local du secteur, Baddredine Houichiti soulignant que sur les 1.468 ha moissonnés situés pour la plupart dans les zones sud de la wilaya (Metlili et Seb Seb), 1.220 ha de terres arables ont été consacrés au blé dur, 130 ha au blé tendre et 118 ha pour l'orge. Des spécialistes et ingénieurs agronomes de Ghardaïa ont relevé que le rendement moyen à l'hectare reste encore en deçà des prévisions, malgré les séries de rencontres de vulgarisation organisées par les services de la

DSA sur la céréaliculture saharienne et l'itinéraire technique basé sur les respects des étapes notamment la date des semis et l'utilisation des engrais. Plusieurs parcelles ont été infestées par les mauvaises herbes, ont souligné les spécialistes de la céréaliculture précisant également que les semences utilisées ne s'acclimatent pas avec l'environnement local et cela malgré le suivi de l'itinéraire technique. Pour le DSA, des mesures seront prises pour la prochaine campagne de semence 2023/2024 pour éviter ces aléas et augmenter le rendement à l'hectare et la superficie dédiée à la céréaliculture qui doit passer de 1.468 à 2.000 ha.

DOUBLE VOIE MILA-AUTOROUTE EST-OUEST

## 5 milliards de DA pour la réalisation de la 2<sup>ème</sup> tranche

Une dotation financière de 5 milliards DA a été allouée au secteur des Travaux publics, dans la wilaya de Mila, pour la réalisation de la 2<sup>ème</sup> tranche de la double voie devant relier le chef-lieu de wilaya à l'autoroute Est-Ouest, a indiqué, le directeur des Travaux publics. Ce responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que cette seconde tranche entre le centre de Mila et l'autoroute Est-Ouest, s'étend sur une distance de 10,4 km, depuis le rond-point situé à proximité du Centre universitaire Abdelhafid-Boussouf jusqu'à la commune de Sidi Khelifa (sud). Soulignant que le problème des glissements de terrain le long de la seconde tranche sera « pris en charge et traité » dans le cadre du projet, M. Sellai a ajouté que sa direction œuvre, à l'heure actuelle, à la désignation d'un bureau d'études qui sera chargé du suivi des travaux de ce projet. En parallèle, a-t-il également fait savoir, des études sont menées en vue de la résolution du problème des glissements de terrain apparus au niveau de plusieurs sections du tracé. Le directeur des Travaux publics

a en outre affirmé que la wilaya de Mila bénéficiera, « dès 2024 », d'enveloppes financières destinées à couvrir le financement des travaux du troisième et dernier tronçon de cette double voie sur un linéaire de 10 km. Selon lui, les travaux de réalisation de la première tranche de cette route à deux voies, sur une distance de 16,2 km, moyennant un financement de 3,2 milliards DA, sont actuellement en cours entre la commune de Sidi Khelifa jusqu'à la bretelle autoroutière de la commune d'Oued Athmania. La même source a fait savoir que la réalisation de cette double voie entre le chef-lieu de la wilaya de Mila et l'autoroute Est-ouest, qui comprend aussi le traitement des sections affectées par le phénomène du glissement de terrain, reliera plusieurs routes nationales et chemins de wilaya à l'autoroute Est-Ouest. De même que cet axe contribuera, une fois réceptionné, à faciliter la circulation automobile, notamment celle des poids lourds traversant la wilaya de Mila en direction de l'autoroute ou se rendant vers le port de Djen-Djen, dans la wilaya de Jijel.

## COMMERCE

# Quelle place pour l'Afrique dans le nouvel ordre mondial ?

*Les récentes crises conduisent à l'ancrage de la multipolarisation du monde. Alors que le continent – principalement resté pourvoyeur de matières premières dans l'ordre commercial mondial qui prévaut jusqu'ici- multiplie les initiatives en vue d'élargir son sillon dans l'industrie manufacturière, les experts voient émerger – dans le contexte international actuel- de véritables opportunités. Explications.*

« **U**n nouvel ordre mondial est susceptible d'émerger de la concurrence en cours pour le leadership mondial et le recours au "nearshoring" ou "friend-shoring" (limiter les réseaux de la chaîne d'approvisionnement aux pays alliés et amis) est un risque pour la croissance mondiale, car il appelle à dénouer les chaînes d'approvisionnement mondiales (...), mais en même temps une opportunité pour l'Afrique ». Le constat est fait par les experts de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) dans le nouveau rapport sur le commerce de l'Afrique dévoilé lors des assemblées annuelles de l'institution clôturées le 21 juin à Accra, au Ghana. Axé sur les exportations manufacturières et la construction de chaînes de valeur régionales en Afrique dans le cadre du nouvel ordre mondial, ce rapport rappelle combien le continent a été « largement marginalisé des chaînes de valeur mondiales en les intégrant exclusivement en tant que fournisseurs de matières premières et de ressources naturelles » et met l'accent sur les possibilités qui s'offrent à l'Afrique, au moment où se refont les cartes géopolitiques et géostratégiques.

**Malgré tout, le commerce africain grimpe de 20,9%**

Le contexte géopolitique mondial actuel est en effet inédit. Après la crise Covid, la guerre russo-ukrainienne qui a eu son lot d'effets sur les chaînes d'approvisionnement a tendance à renforcer la multipolarisation du monde. A titre d'exemple, les pays dépendant des approvisionnements de ces deux pays en conflit - le gaz pour les Européens et les céréales (blé) pour les Africains notamment - ont depuis lors tracé de nouvelles pistes afin d'assurer la sécurité de leurs marchés. Dans ce contexte, le commerce des marchandises du continent africain a augmenté de 20,9% en valeur en 2022, quand la valeur du commerce mondial était en hausse de seulement 12%, selon le rapport d'Afreximbank. Dans le détail, les importations ont grimpé de 15,5% à 706 milliards de dollars. Soutenues quant à elles par la hausse des prix des produits de base et l'augmentation de la demande d'énergie de l'Afrique en provenance d'Europe, les exportations africaines ont augmenté de 26,8% à 724,1 milliards de dollars. La balance commerciale africaine a ainsi enregistré un excédent de 18,1 milliards de dollars.

**Un poids plume dans l'industrie manufacturière mondiale que la Zlecaf pourrait booster**

L'Afrique ne représente environ que 1,8% de l'industrie manufacturière mondiale. Alors que le continent court vers son développement avec notamment les ODD des Nations Unies à horizon 2030 et l'Agenda 2063 de l'Union africaine, l'heure est surtout à la transformation structurelle des économies du continent, laquelle passe par l'industrialisation de ses économies. Une telle orientation généralisée permettra une transformation des exportations, pour qu'elles ne soient plus uniquement constituées de matières premières, mais de produits à valeur ajoutée ou transformés. Cela fait récemment l'objet de nombreux débats surtout depuis la mise œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) en laquelle les experts voient

justement un outil efficace pour renforcer la compétitivité de l'Afrique à l'export. Son déploiement progressif permet déjà de booster le commerce intra-africain, en hausse de 18,6% à 193,17 milliards de dollars en 2022, avec une plus grande valeur ajoutée dans les échanges entre pays de la région, selon le rapport.

**Une éventuelle perte de vitesse asiatique, l'opportunité africaine ?**

« Le nouvel ordre mondial en cours d'établissement va réduire les dépendances autour de quelques pays et créer des opportunités pour d'autres pays dont ceux de l'Afrique », estime le Dr Hippolyte Fofack, chef économiste d'Afreximbank. Il évoque plusieurs raisons, notamment le fait que ces bouleversements géopolitiques interviennent au moment du déploiement de la Zlecaf et ses incidences en matières d'industrialisation. « Aussi, ce réalignement géopolitique intervient dans un contexte où les salaires en Asie deviennent de moins en moins compétitifs. Ce changement fera de l'Afrique la prochaine frontière de l'industrie mondiale », explique celui qui dirige chaque année les travaux autour du rapport sur le commerce africain.

Un raisonnement partagé par Carlos Lopes, économiste bissau-guinéen et ancien secrétaire exécutif de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique. « Nous allons être le plus grand marché de consommateurs - jeunes de surcroît - au travers de la Zlecaf. Le continent peut donc saisir de nombreuses opportunités face une Asie dont la créativité va chuter en raison du vieillissement de sa population et de la tendance à la robotisation de son activité économique », explique ce professeur à la Nelson Mandela School of Public Governance de l'Université de Cape Town.

Dans un récent entretien avec La Tribune Afrique, l'économiste sri-lankais et enseignant à l'Université Erasmus aux Pays-Bas, le professeur Howard Nicolas, évoquait le caractère stratégique des exportations de produits finis au départ du continent. « Mes 40 années d'expérience, passées à étudier les processus d'industrialisation dans le monde, me font dire que l'Afrique doit chercher à conquérir le monde par l'industrie, afin de se développer durablement », affirme cet expert.

**L'automobile, une de ces portes de sortie pour l'industrie africaine**

Dans un secteur comme l'automobile, les experts identifient des possibilités d'un positionnement stratégique du continent sur un marché mondial fort dynamique, lequel va cependant nécessiter quelques « ajustements ». « Nous avons élaboré une stratégie continentale pour le développement de l'automobile. Actuellement six pays en Afrique en plus du Maroc et de l'Afrique du Sud disposent d'unités d'assemblage: l'Égypte, l'Algérie le Nigeria ... Mais les lignes d'assemblages en Afrique utilisent souvent du cuivre importé, alors que nous avons le cuivre sur le continent et que nous pouvons le transformer », remarque Dave Coffey, CEO de l'Association africaine des constructeurs automobiles (AAAM).

Par ailleurs, l'enjeu crucial que représentent les changements climatiques et la nécessaire transition verte ouvrent aussi le débat autour des possibilités industrielles vertes de l'Afrique. Tenant compte des nombreuses ressources dont dispose le continent et qui sont déjà plébiscitées par les multinationales,

Dave Coffey estime le continent à « un tournant décisif » où il pourrait saisir l'opportunité de développer une véritable industrie des véhicules électriques. « En Afrique de l'Est à titre d'exemple, les véhicules électriques sont déjà présents dans le transport urbain », cite-t-il évoquant l'aspect avant-gardiste de certains pays du continent. Rappelons qu'un pays comme la République démocratique du Congo (RDC) - qui détient la plus grande réserve de cobalt au monde et riche de plusieurs autres minerais stratégiques pour le climat - porte un projet industriel de batterie électrique.

**40 milliards pour le commerce africain en 2026**

Outre la définition des « bonnes » stratégies commerciales et industrielles, les pays africains auront besoin de financements pour être à même d'implémenter ces stratégies dans un contexte financier international assez tendu. Mais du côté d'Afreximbank, on rassure sur l'engagement de la banque panafricaine à multiplier les pistes pour un financement conséquent des activités d'import-export et d'industries. Lors de sa réélection en 2020 en tant que président d'Afreximbank, le professeur Benedict Oramah prévoyait de consacrer 30 milliards de dollars au commerce intra-africain d'ici 2025. Par ce moyen, l'ambition est de construire une puissance commerciale régionale qui irait à la conquête du monde. Désormais, il fait passer cette enveloppe de 20 milliards de dollars en 2021 à 40 milliards de dollars d'ici 2026.

Il y a un an, l'institution a également lancé son Fonds pour le développement des exportations en Afrique (FEDA) - fort de près de 700 millions de dollars - qui gère ses deals à portée industrielle avec le secteur privé. La banque a également été l'argentier de plusieurs projets industriels d'envergure comme la raffinerie pétrolière de Dangote Group au Nigeria ou encore l'expansion africaine de Arise qui dissémine peu à peu des zones industrielles sur le continent.

**Sur la route du renouveau ?**

Au-delà de toutes ces initiatives, l'institution - fraîchement notée 'BBB' avec perspective stable par l'agence Fitch - estime qu'il va falloir pour le continent maximiser les réalisations en termes de coopération régionale, d'infrastructures physiques et digitales, de définition des règles d'origine, d'amélioration des conditions d'investissement industriel, d'accès à l'énergie, de formation des talents ou d'innovation technologique, rejoignant notamment la recommandation de Yuvan Beejadhur, conseiller principal de la patronne de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) Ngozi Okonjo Iweala, appelant les pays du continent, dans un entretien avec La Tribune Afrique, à « produire et exporter beaucoup plus de technologies » pour s'affranchir notamment de certains coûts qui plombent sa compétitivité internationale. Plus de 70 ans après les traités de Bretton Woods, le continent africain serait-il (enfin) sur le point de réunir les cartes pour la construction d'une plus grande influence dans le commerce mondial ?

Source : La Tribune Afrique

## ÉGYPTE

## Accord sur le développement du secteur de l'électricité

L'AFD et le gouvernement égyptien ont signé un nouvel accord de financement de programme de développement (DPF) pour le développement du secteur de l'électricité en Égypte. Le DPF comprend une facilité de crédit de 75 millions d'euros - la première des deux opérations, la seconde, équivalente, devant éventuellement être approuvée dans le courant de l'année - et un financement supplémentaire d'un million d'euros sous forme de dons pour le déploiement de programmes d'assistance technique efficaces et ciblés.

Le DPF de l'AFD fait partie d'un programme de soutien multi-donateurs mené conjointement avec la Banque africaine de développement (BAD) et l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), pour un financement total estimé à 1 milliard d'euros.

Plus précisément, ce nouveau DPF pour le secteur de l'électricité vise à renforcer la conception de politiques efficaces menées par le ministère de l'Électricité et des Énergies renouvelables, qui limiteraient la dépendance de l'économie égyptienne à l'égard des combustibles fossiles, nuisibles au climat, et stimuleraient la pénétration du marché des énergies renouvelables en mettant fortement l'accent sur les objectifs économiques et climatiques. Le DPF permettra d'améliorer la viabilité financière et la gouvernance ainsi que l'efficacité opérationnelle du secteur électrique égyptien. Il soutiendra également les énergies propres pour favoriser la croissance verte par le développement des énergies renouvelables et des actions d'efficacité énergétique.

Cette opération vise à soutenir le développement du secteur de l'électricité à travers un nouvel ensemble d'actions ciblées pour la mise en œuvre de l'énergie durable intégrée jusqu'en 2035. Elle est destinée à plus long terme à contribuer à l'objectif général de consolidation du dialogue de la politique sectorielle avec les autorités égyptiennes en vue d'intégrer le changement climatique dans la réforme du secteur de l'électricité.

Depuis 2014, le gouvernement égyptien a entrepris une réforme ambitieuse de la modernisation du secteur de l'énergie qui s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la contribution nationale égyptienne contre le changement climatique présentée lors du Forum COP21.

## KAIROUAN (TUNISIE)

## Un modèle de développement à réviser

*En Tunisie, les politiques de développement régional sont marquées par une forte centralisation et une absence de vision véritable du développement local. Ces politiques ont réduit les régions intérieures à une logique de ressources qui a abouti au déséquilibre régional actuel en matière de développement.*

**A**u cours des dernières décennies, les politiques de développement adoptées en Tunisie ont contribué à l'aggravation du phénomène des disparités de développement entre les régions. Les administrations ont une vision centralisée et mono-sectorielle du développement: elles raisonnent en termes de secteurs et de programmes et se placent dans une étroite perspective sectorielle par région sans prendre en considération la dimension et les atouts de la région comme potentiel de diversification de secteurs de développement. Par conséquent, cette vision mono-sectorielle et centralisée conduit à une «spécialisation» par région en occultant totalement l'importance de diversifier les secteurs de développement et créer une véritable économie du territoire ou économie régionale.

Partant de ce constat et de cette vérité inquiétante, voire dérangeante, l'Observatoire tunisien de l'économie (OTE) vient de lancer en 2019 un projet intitulé «Promouvoir la participation de la jeunesse dans le développement régional». Financé par le Fonds des Nations unies pour la démocratie (Fnud), ce projet cible des territoires dans trois gouvernorats du pays, à savoir Le Kef (Le Kef Est, Le Kef Ouest et Tajerouine), (Kairouan Sud, Kairouan Nord et Sbikha) et Médenine (Midoun, Ajim et

Zarzis).

Il vise également à engager les jeunes dans le développement régional de leurs territoires respectifs à travers le suivi et l'évaluation des projets de développement en cours d'exécution ainsi que l'identification du potentiel de développement durable dans des secteurs diversifiés, et ce, à travers le développement d'outils de suivi des projets et de la méthodologie de diagnostic via le marketing territorial.

## Viabilisation et non développement...

Ces efforts ont commencé à donner leurs fruits et, récemment, l'OTE a publié le «Diagnostic participatif du développement dans le gouvernorat de Kairouan (Kairouan Nord, Kairouan Sud et Sbikha)». Il ressort du document publié que l'absence de budget par régions, la ventilation des projets de développement par ministère et leur regroupement empêchent l'appréciation des ressources allouées aux territoires et surtout ne permettent pas d'inscrire ces projets dans un objectif clair de développement régional et sous une politique publique claire.

En effet, on observe que ces régions sont considérées uniquement pour leurs ressources naturelles et leurs main-d'œuvre sans initiative de diversification des potentiels économiques de la région. Les projets de développement publics, segmentés par ministère,

ne permettent pas de redresser les faiblesses des régions, et les difficultés réelles que les régions connaissent ou encore de mettre en valeur leurs atouts. Ces projets dits de «développement» sont en réalité des projets de viabilisation et n'améliorent pas l'attractivité régionale.

«L'évaluation des projets de développement dans le périmètre choisi «Kairouan Sud-Kairouan Nord-Sbikha» a permis d'identifier, d'une part, que plusieurs projets de développement sont en majorité des projets de viabilisation, et d'autre part, que ces derniers font face à d'importants retards d'exécution, dus principalement aux manques de moyens financiers et humains, aux problèmes fonciers, de coordination entre les intervenants et aux lourdeurs administratives et même à des textes juridiques inadéquats», souligne le document.

## Des projets oui..., mais avec un effet limité

L'étude des projets suivis permet de constater qu'il s'agit de projets ciblant les services de base comme l'éducation et la santé. De plus, même dans ces deux secteurs, le document constate que les projets suivis n'ont qu'un effet très limité (entretien d'une école, drainage d'eau de pluie...), tandis que d'autres projets de grande envergure et vitaux pour tous les citoyens de la région n'ont pas été suivis. C'est le cas, par

exemple, du projet de l'Hôpital du Roi Salman, dont les fonds sont réservés depuis 2017, sans aucune concrétisation. L'étude cite aussi l'exemple du projet de la Cité médicale à Kairouan qui a fait objet de promesses présidentielles, sans avancements pratiques ou suivi de la part des acteurs locaux.

Ces deux projets, de par leur taille et leur budget, peuvent introduire une nouvelle dynamique de développement dans toute la ville de Kairouan et surtout ses alentours, car leur installation touchera plutôt les délégations aux alentours de la ville.

Il est également important de noter que le projet de l'«Autoroute du centre», projetant de relier le gouvernorat de Kairouan aux autres gouvernorats du Centre-Ouest, permettra de résoudre plusieurs inconvénients de l'infrastructure logistique.

Par ailleurs, le rapport considère que tout avancement dans la filière des TIC à Kairouan, en plus des avantages que ça pourra apporter aux centaines de jeunes diplômés des universités de la ville, facilitera le développement potentiel de toutes les autres filières à travers le sourcing ou la commercialisation en ligne par exemple.

## DANS SON DERNIER RAPPORT

## Le FMI étrille à nouveau les autorités libanaises

**L**e Fonds Monétaire International a, à nouveau, étrillé les autorités libanaises pour l'absence de tout progrès dans la mise en place des réformes jugées nécessaires pour sortir le Pays des Cèdres de la grave crise économique qu'il traverse, avec des perspectives incertaines et à la clé, une possible grave crise sociale à venir. Ils estiment ainsi que la parité de la livre libanaise face au dollar devrait continuer à se détériorer en dépit des efforts coûteux de la Banque du Liban, la politique monétaire actuelle n'ayant aucune perspective de réussir sauf à bénéficier à certains opérateurs. La poursuite du statu quo tant redoutée présente le plus grand risque pour les perspectives. D'autres retards de réformes maintiendront la confiance bas et le dollarisation en espèces de l'économie augmentera. Le taux de change continuera de se déprécier, ce qui maintient l'inflation élevée. L'activité économique se déplacera dans les secteurs informels, compliquant davantage la collecte des revenus budgétaires. BDL, aux prises avec des pertes non traitées et un manque de crédibilité, continuera de perdre des réserves internationales. L'émigration, en particulier parmi les professionnels qualifiés, peut gagner un rythme, sapant la croissance future. L'investissement dans



le capital physique sera limité. Les banques ne pourront pas étendre de manière significative le crédit et la croissance réelle restera modérée. La position externe sera très volatile, avec une aide limitée de partenaires multilatéraux et régionaux. La dette publique restera insoutenable car il est peu probable que la restructuration se déroule en l'absence

de réformes, ce qui limite gravement la capacité du gouvernement à emprunter. La prestation de services de l'État sera limitée, car les faibles revenus et le manque de financement obligeront une compression supplémentaire des dépenses (investissement en capital, emploi et salaires). Les conditions sociales deviendront de plus en plus intenable.

## POUR DES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT DANS LA PROVINCE DE ZAMBÉZIE

# Le Mozambique obtient 500 millions \$ des Etats-Unis

En 2013, Maputo avait obtenu 500 millions \$ du Millenium Challenge Corporation pour des projets d'eau et d'assainissement, de transport et d'agriculture. Cette année, l'institution a approuvé un nouveau financement mettant l'accent sur les transports et la résilience climatique.

L'Etat mozambicain bénéficiera de 500 millions \$ du Millenium Challenge Corporation (MCC) pour des projets de développement dans la province de la Zambézie. L'annonce a été faite par l'institution américaine dans un communiqué publié mercredi 28 juin. Selon le document, les fonds serviront à mettre en œuvre le programme « Mozambique Connectivity and Coastal Resilience Compact ». Prévu pour être déployé dans la province de Zambézie, celui-ci s'accroîtra sur trois domaines que sont la connectivité rurale et le transport, le changement climatique et le dé-

veloppement côtier, ainsi que la promotion de l'investissement dans l'agriculture commerciale.

D'après les autorités mozambicaines, la composante transport et connectivité rurale enregistrera le plus gros financement, avec plus de 310 millions \$ qui seront décaissés sur une durée de cinq ans. Ces fonds permettront entre autres la construction et la réhabilitation d'environ 606 km de routes, y compris la construction d'un pont alternatif sur la rivière Licungo à Mocuba et la construction des accès au pont sur une extension de 18 km.

En 2013, ce pays souvent frappé par les

catastrophes climatiques avait obtenu 509 millions \$ dans le cadre du projet « Mozambique Compact ». Celui-ci mettait l'accent sur l'eau et l'assainissement, le régime foncier, les transports et l'agriculture.

« Au Mozambique, nous mettons en œuvre le pacte de la MCC le plus favorable au climat – une combinaison d'infrastructures de transport résilientes, d'opportunités d'économie verte et bleue, et de réformes politiques et institutionnelles pour permettre une croissance plus efficace et à long terme », a souligné la directrice générale de la MCC, Alice Albright.

### RDC

## Le FMI débloque 203 millions \$ pour soutenir la balance des paiements

Le FMI vient d'achever la quatrième revue du programme économique de la RDC. D'après le Fonds, les réformes du pays ont été satisfaisantes malgré une année 2022 tumultueuse, mais les risques pour 2023 sont orientés à la baisse en dépit de la faiblesse du niveau des recettes.

La République démocratique du Congo (RDC) bénéficiera d'un financement de 203 millions \$ du Fonds monétaire International (FMI), a annoncé l'institution dans un communiqué publié mercredi 28 juin. Les fonds annoncés à l'issue de la quatrième revue du programme économique du pays visent à répondre aux besoins de la balance des paiements. L'objectif est de soutenir les réserves de change dans un contexte où

les perspectives économiques mondiales restent sujettes à plusieurs risques. Ce nouveau décaissement s'inscrit dans le cadre du programme FEC obtenu par la RDC pour un montant de 1,5 milliard \$ sur trois ans. Son objectif est de contribuer à maintenir la stabilité macroéconomique, à accroître la marge de manœuvre budgétaire et à promouvoir une croissance économique durable et menée par le secteur privé.

D'après le FMI, les progrès réalisés dans le cadre du programme demeurent satisfaisants. « Tous les critères de réalisation à fin décembre ont été respectés. Tous les objectifs indicatifs à fin 2022 ont été atteints, à l'exception de deux d'entre eux : celui relatif au plancher des dépenses

sociales et celui relatif au plafond des garanties de la Banque centrale pour les prêts de l'administration centrale, en raison de lacunes dans le suivi et bien qu'aucune nouvelle garantie n'ait été octroyée. Tous les repères structurels ont été respectés, à l'exception de celui relatif à la publication des contrats miniers, en raison de retards. Les autorités ont désormais publié tous les accords liés au contrat minier renégocié avec Ventora et au contrat pour la coentreprise Primera Gold », précise le Fonds.

Alors que le pays fait face à un conflit dans l'Est, dans un contexte où les prix des denrées alimentaires continuent d'augmenter, le Fonds estime que l'économie congolaise fait preuve de résilience. En

2022, la RDC a affiché une croissance estimée à 8,9%, malgré une inflation estimée à 13% à la fin de l'année, « alimentée par les pressions sur les dépenses et la dépréciation du taux de change connexe, et ce malgré une baisse des prix à l'importation ». Pour cette année, le FMI estime que les perspectives de croissance restent favorables, tandis que les risques, liés au conflit dans l'est du pays, aux élections de fin 2023 et aux chocs négatifs sur les termes de l'échange, sont orientés à la baisse. Néanmoins, ajoute le Fonds, « l'exécution budgétaire jusqu'en mai 2023 révèle que les dépenses exceptionnelles demeurent élevées et que les autres dépenses sont sous-exécutées, dans un contexte de baisse des recettes ».

### ETHIOPIE

## Le chinois Sinoma International remporte un contrat de 291 millions \$ pour la construction d'une cimenterie

Le groupe chinois se chargera de la construction de la cimenterie, de l'installation des équipements et de la formation du personnel pour le compte de Derba Midroc Cement, filiale d'un conglomérat diversifié appartenant au milliardaire saoudo-éthiopien Mohammed al-Amoudi.

Le groupe chinois Sinoma International Engineering a annoncé, dans un communiqué publié jeudi 29 juin, avoir remporté un contrat de 291 millions de dollars pour la conception et la construction d'une cimenterie en Ethiopie.

Selon les termes de ce contrat, le premier fournisseur mondial des services d'ingénierie dans le domaine du ciment construira une ligne de production, qui gère l'en-

semble du processus allant du concassage du calcaire à l'emballage du ciment, pour le compte de Derba Midroc Cement, filiale du conglomérat Midroc appartenant au milliardaire saoudo-éthiopien Mohammed al-Amoudi. La cimenterie, qui aura une capacité quotidienne de 5 000 tonnes, sera implantée dans l'Etat d'Oromia (Ouest).

Sinoma sera responsable de la conception technique, de la construction de l'usine ainsi que de l'installation des équipements électromécaniques et de la formation du personnel.

La cimenterie devrait entrer en production 26 mois après le début des travaux.

### GABON

## La construction des centrales hydroélectriques FE2 et Impératrice Eugénie va nécessiter 453 millions \$

D'ici 2025, le Gabon veut porter sa puissance électrique installée à 1280 MW contre 725 MW actuellement. Pour atteindre son objectif, le pays compte s'appuyer, entre autres ressources renouvelables, sur son important potentiel hydroélectrique.

A l'arrêt depuis plusieurs années, les travaux de construction des centrales hydroélectriques de l'Impératrice Eugénie (88 MW) sur la rivière Ngounié et du FE2 (36 MW) sur la rivière Okano à Mitzic pourraient bientôt redémarrer. Un accord tripartite entre l'Etat gabonais et les entreprises Coder et CGGC, chargées de financer et matérialiser ce projet, a été signé le mardi 15 mars à Libreville, rapporte Le Nouveau Gabon.

A travers cet accord, la Compagnie de développement des énergies renouvelables (Coder) s'engage à mettre à la disposition de la CGGC (China Gezhouba groupe corporation), les fonds nécessaires pour réaliser ces infrastructures. « Quand nous avons des concessions, notre rôle est la mobilisation des ressources. Nous allons mobiliser environ 270 milliards FCFA [452,7 millions \$, Ndlr] pour donner aux Chinois qui vont être les sous-traitants pour la construction des ouvrages. Et ensuite, la société Coder va les exploiter pendant une trentaine d'années, selon la durée de la concession », a indiqué Traoré Manton, représentant Coder lors de la signature de cet accord.

Le redémarrage du projet de construction de ces centrales était attendu depuis plusieurs années au Gabon. « C'était un dossier attendu depuis de longues années, et qui a connu quelques péripéties dans son développement », a affirmé le ministre de l'Energie Alain Claude Biliby-Nze. En fait, c'est en 2010 que l'Etat gabonais a signé avec Coder une convention pour la construction de ces deux centrales dans le but de valoriser le potentiel hydroélectrique des deux chutes de l'Impératrice Eugénie, et du FE2.

Mais, quelques années plus tard, l'Etat va résilier ce contrat avec Coder, l'accusant de ne pas respecter les termes dudit contrat et de faire preuve d'immobilisme. Mais avec le nouveau contrat, « il s'est agi de nous asseoir avec les entreprises Coder et CGGC afin de définir les nouvelles modalités pour redémarrer ces projets », a affirmé le ministre de l'Energie.

La construction des deux centrales hydroélectriques va accroître l'offre énergétique du Gabon. Celle qui est construite au niveau des chutes FE2 sur la rivière Okano va permettre d'améliorer l'électrification de la région du Woleu Ntem avec une interconnexion au réseau électrique de Libreville. La centrale de l'Impératrice Eugénie, quant à elle, va alimenter en énergie les principaux pôles industriels et les localités situées sur l'axe Fougamou-Lambaréné-Libreville.

### AFRIQUE DE L'EST

## Le Kenya conduira les travaux de recherche de la FAO sur les légionnaires d'automne

En Afrique subsaharienne, les céréales constituent la principale denrée de base des populations. Mais cette catégorie de produits agricoles est aussi l'une des plus attaquées par les nuisibles.

En Afrique de l'Est, la FAO a choisi le 29 juin, le Kenya comme pays pilote pour diriger son programme de recherches sur la lutte contre les chenilles légionnaires d'automne (Spodoptera frugiperda), une espèce de papillons qui ravage les cultures de céréales, dans la sous-région, rapporte Xinhua.

« Nous avons choisi Nairobi comme centre de re-

cherche sur ces ravageurs voraces en raison de sa situation stratégique et de sa grande expertise dans le domaine », explique Jingyuan Xia, directeur de la Division de la production et de la protection des plantes à la FAO.

Selon le responsable, les scientifiques de l'Organisation kényane de recherche sur l'agriculture et l'élevage (KALRO) mènent des recherches qui seront partagées avec les pays voisins d'Afrique de l'Est. Par ailleurs, le programme de recherches de la FAO sur la lutte contre les légionnaires d'automne sera étendu à d'autres pays sur le continent africain.

Dans le cadre de cette perspective, M. Xia indique que le Burkina Faso, le Cameroun et l'Égypte ont également été choisis comme le Kenya pour la conduite du projet respectivement dans les sous-régions d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique Centrale et d'Afrique du Nord.

Originaire du continent américain, le légionnaire d'automne s'est implanté sur le continent africain depuis 2016. D'après les données de la FAO, ce nuisible occasionne chaque année près de 10 milliards \$ de pertes de récoltes sur le continent rien que pour la culture du maïs.

## IMPORTATIONS DE PÉTROLE RUSSE

**Les raffineurs indiens commencent à payer en yuans**

Des raffineurs indiens ont commencé à payer en yuans chinois certaines importations de pétrole en provenance de Russie, selon des sources ayant une connaissance directe du dossier, alors que les sanctions occidentales obligent Moscou et ses clients à trouver d'autres solutions que le dollar pour régler les paiements.

Les sanctions occidentales liées à l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont modifié les flux commerciaux mondiaux pour son principal produit d'exportation, l'Inde devenant le plus grand acheteur de pétrole russe transporté par mer, alors même qu'elle cherche à savoir comment le payer dans le cadre de sanctions changeantes.

Le dollar américain a longtemps été la principale monnaie mondiale pour le pétrole, y compris pour les achats de l'Inde, mais le yuan joue désormais un rôle de plus en plus important dans le système financier russe, car Moscou a été exclue des réseaux financiers du dollar et de l'euro par les sanctions internationales.

La Chine a également adopté le yuan pour la plupart de ses importations d'énergie en provenance de Russie, qui a dépassé l'Arabie saoudite pour devenir le premier fournisseur de brut de la Chine au cours du premier trimestre de cette année.

"Certains raffineurs paient dans d'autres devises, comme le yuan, si les banques ne sont pas disposées à régler les transactions en dollars", a déclaré une source gouvernementale indienne.

Indian Oil Corp, le plus gros acheteur de pétrole brut russe du pays, est devenu en juin le premier raffineur d'État à payer certains achats russes en yuans, selon trois sources au fait de la question.

Au moins deux des trois raffineurs privés indiens paient également certaines importations russes en yuans, selon deux autres sources.

Toutes les sources ont refusé d'être nommées en raison du caractère sensible de l'affaire. Aucun des raffineurs privés indiens - Reliance Industries Ltd, Nayara Energy, soutenu par la Russie, et HPCL Mittal Energy Ltd - n'a répondu aux demandes de commentaires. Indian Oil n'a pas non plus répondu à une demande de commentaire. Il n'a pas été possible de déterminer immédiatement la quantité de pétrole russe que les raffineurs indiens ont achetée en yuans,

bien qu'Indian Oil ait payé en yuans plusieurs cargaisons, selon certaines sources. L'augmentation des paiements en yuans a donné un coup de fouet aux efforts de Pékin pour internationaliser sa monnaie, les banques chinoises encourageant son utilisation spécifiquement pour le commerce du pétrole russe.

Depuis l'imposition des sanctions à Moscou, les raffineurs indiens ont principalement acheté du brut russe à des négociants basés à Dubaï et à des compagnies pétrolières russes telles que Rosneft, l'unité Litasco de la major pétrolière russe Lukoil, et Gazprom Neft, selon les données de transport compilées par Reuters. Les raffineurs indiens ont également réglé certains paiements en dirhams des Émirats arabes unis pour le pétrole russe, selon certaines sources.

"La première préférence est de payer en dollars, mais les raffineurs paient parfois dans d'autres devises, comme le dirham ou le yuan, lorsque les vendeurs le leur demandent", a déclaré la source gouvernementale, qui n'a pas donné plus de détails et a refusé d'identifier les sociétés indiennes qui paient du pétrole russe en yuans.

Les ministères indiens du pétrole et des finances, qui avaient précédemment tenté de convaincre la Russie d'accepter les roupies pour le paiement du pétrole, n'ont pas répondu aux demandes de commentaires. Reuters a rapporté en mars, en citant des fonctionnaires et des sources bancaires, que l'Inde avait demandé aux banques et aux négociants d'éviter d'utiliser le yuan pour payer les importations russes en raison de divergences politiques de longue date avec la Chine. Il n'a pas été possible de déterminer immédiatement si les achats récents représentaient un changement de point de vue.

Les importations indiennes en provenance de Russie ont atteint un niveau record en mai, le pétrole brut russe représentant 40 % des importations totales de pétrole de l'Inde, contre 16,5 % un an plus tôt, ce qui a réduit les achats en provenance d'Irak et

d'Arabie saoudite.

**Champ de mines des sanctions**

Bien que les sanctions occidentales contre Moscou ne soient pas reconnues par l'Inde et que ses achats de pétrole russe ne les violent pas, les banques indiennes se méfient de la compensation des paiements pour ces importations.

En mai, la State Bank of India, principal prêteur du pays et banquier clé des raffineurs d'État, a rejeté le paiement en dollars prévu par l'IOC pour une cargaison livrée par Rosneft, selon deux sources. La cargaison a été chargée sur le pétrolier NS Bora, géré par Sun Ship Management, une entité basée à Dubaï et liée à Sovcomflot, la plus grande compagnie maritime publique de Russie, que l'Union européenne a sanctionnée en février et le Royaume-Uni en mai.

En juin, IOC a fait appel à ICICI Bank, un prêteur indien du secteur privé, pour régler cette transaction avec Rosneft en payant en yuans à la Bank of China, selon deux sources ayant une connaissance directe de l'affaire. Un raffineur privé a également utilisé le même mécanisme pour payer le pétrole russe, a déclaré l'une des sources.

Depuis lors, IOC a utilisé la même méthode pour payer en yuans d'autres cargaisons de Rosneft, a déclaré l'une des sources ayant une connaissance directe de l'affaire. "Chaque fois que l'IOC rencontrera des problèmes, elle insistera pour que le paiement soit effectué en yuans", a déclaré cette personne, ajoutant que l'IOC avait demandé à Rosneft d'envisager de fournir du pétrole dans des navires qui ne sont pas gérés par des entités sanctionnées. Rosneft n'a pas répondu à une demande de commentaire.

Un autre raffineur public, Bharat Petroleum Corp Ltd, étudie également la possibilité de payer le pétrole russe en yuans, selon une autre source.

"De nombreux négociants (vendeurs) insistent pour être payés en yuans", a déclaré la source.

## PAKISTAN

**L'inflation ralentit pour la première fois en sept mois**

L'inflation a ralenti en juin au Pakistan pour la première fois en sept mois, selon des chiffres officiels publiés lundi, une nouvelle bienvenue pour un gouvernement impopulaire, qui doit convoquer des élections cette année.

L'inflation sur un an s'est élevée à 29,4% en juin, contre 37,97% en mai, selon les données du Bureau national des statistiques.

Des années de mauvaise gestion financière et d'instabilité politique ont poussé l'économie pakistanaise au bord de l'effondrement, une situation exacerbée par une crise énergétique mondiale et des inondations dévastatrices qui ont laissé un tiers du pays sous l'eau l'année dernière.

Le pays a obtenu vendredi un accord de confirmation (SBA) avec le Fonds monétaire international (FMI) d'une valeur de 3 milliards de dollars, qui lui offre toutefois un peu de répit pour faire face à son énorme endettement.

Pour obtenir ce prêt, le Pakistan a dû remplir les conditions imposées par le FMI, en supprimant de populaires subventions pour les carburants et l'électricité, qui aidaient à amortir le coût de la vie.

Le gouvernement du Premier ministre Shehbaz Sharif, a déjà annoncé faire de l'inflation son cheval de bataille en prévision des élections législatives, qui doivent avoir lieu d'ici la fin de l'année.

Les Pakistanais les plus pauvres sont ceux qui continuent à ressentir le plus durement la crise, confirment les dernières données.

Le coût des denrées alimentaires a augmenté en juin de 40% par rapport à l'année précédente et celui des transports de 20%.

Le taux de pauvreté dans le pays devrait atteindre 37,2% cette année, selon un rapport de la Banque mondiale publié en avril.

La roupie a aussi plongé à des niveaux historiquement bas face au dollar cette année, ce qui a accentué le coût des importations du Pakistan.

Ses réserves en devises ont également chuté à seulement 3,5 milliards de dollars, à peine de quoi couvrir trois semaines d'importations.

La croissance du produit intérieur brut (PIB) n'a été que de 0,29% pour l'exercice budgétaire décalé clos le 30 juin, contre 6,1% un an plus tôt.

## ALLEMAGNE/PMI

**L'activité manufacturière recule sous la faiblesse de la demande**

La contraction du secteur manufacturier allemand s'est accélérée en juin, à son rythme le plus élevé depuis plus de trois ans, avec une baisse de la production et des nouvelles commandes, montrent lundi les résultats définitifs de l'enquête S&P Global/Hamburg Commercial Bank auprès des directeurs d'achats. L'indice PMI du secteur a reculé à 40,6, cinquième baisse mensuelle consécutive, contre

une première estimation qui l'avait donné à 41,0 en juin après 43,2 en mai.

Cet indice est depuis juillet 2022 sous la barre des 50 séparant croissance et contraction de l'activité.

Le secteur manufacturier a fait état de réductions plus importantes des niveaux de production à la fin du deuxième trimestre, dans un contexte d'affaiblissement croissant de la demande, précise l'enquête.

"Les conditions dans le secteur manufacturier se sont aggravées, mais ce n'est pas une catastrophe", a déclaré Cyrus de la Rubia, chef économiste à la Hamburg Commercial Bank AG, qui note que les producteurs de biens n'ont pas encore eu recours à des suppressions d'emplois.

Les attentes concernant les perspectives de production pour l'année à venir ont cependant atteint leur plus bas niveau

depuis novembre dernier, les entreprises interrogées ayant cité de nombreux éléments défavorables pour la croissance.

"Dans l'ensemble, les données PMI pour le secteur manufacturier montrent qu'une récession dans ce secteur, qui était encore en expansion au premier trimestre selon les statistiques du PIB, est devenue beaucoup plus probable", a ajouté Cyrus de la Rubia.

## MATIÈRE PREMIÈRE

**L'espoir d'une relance économique en Chine et la baisse des stocks soutiennent le cuivre**

Le prix du cuivre s'est raffermi lundi, l'espoir d'une relance économique en Chine, premier consommateur, ayant été renforcé par le ralentissement de l'activité dans le secteur industriel du pays, tandis que la baisse des stocks laissait présager un marché plus tendu.

Le cuivre de référence sur le London Metal Exchange (LME) était en hausse de 0,32% à 8 331 dollars la tonne métrique à 0924 GMT. Les prix du métal utilisé dans les industries de l'énergie et de la construction ont chuté à leur plus bas niveau en quatre semaines, soit 8 141 dollars, la semaine dernière.

Les enquêtes des directeurs d'achat dans le secteur manufacturier chinois suggèrent

que la deuxième plus grande économie du monde a perdu de l'élan au deuxième trimestre en raison de l'affaiblissement de la demande.

"L'activité industrielle chinoise semble s'esouffler. Le marché espère que le gouvernement fera plus en termes de stimulation", a déclaré un négociant en métaux, ajoutant que les volumes seraient réduits en raison d'un jour férié aux États-Unis mardi.

Les prix du cuivre sont soutenus par les stocks dans les entrepôts enregistrés au LME qui ont chuté de 30% depuis le 6 juin pour atteindre 69 700 tonnes <MCUSTX-TOTAL>.

Les warrants annulés - métal destiné à la

livraison - qui représentent 50 % du total, suggèrent que davantage de cuivre devrait quitter le système du LME.

Cette situation et la détention d'un grand nombre de warrants - titres de propriété - ont alimenté les inquiétudes quant à la disponibilité du cuivre dans le système du LME et créé une prime pour le cuivre au comptant par rapport au contrat de trois mois <CMCU0-3>.

Sur le plan technique, la résistance à la hausse du cuivre se situe aux alentours de 8 375 \$, 8 410 \$ et 8 425 \$, où se situent actuellement les moyennes mobiles de 50 jours, 21 jours et 200 jours.

Par ailleurs, la détention d'un grand nombre de warrants sur le plomb et de posi-

tions longues sur les contrats à terme a suscité des inquiétudes quant à l'offre sur le marché LME et a créé une prime pour les contrats à court terme par rapport aux contrats à long terme.

La prime pour le contrat de plomb au comptant par rapport au contrat à trois mois <CMPB0-3> était de 44 dollars la tonne. Le plomb à trois mois a baissé de 0,4 % pour atteindre 2 091 dollars la tonne. Plus généralement, les métaux industriels ont subi la pression d'une monnaie américaine plus forte, qui rend les produits de base en dollars plus chers pour les détenteurs d'autres monnaies.

DEVISES

**Le yen faible, le dollar en hausse, les traders s'interrogent sur la trajectoire de la hausse des taux d'intérêt de la Fed**

Le yen est tombé lundi à son plus bas niveau depuis près de huit mois face au dollar, les investisseurs estimant qu'une intervention était en vue, tandis qu'à l'approche des vacances du 4 juillet, le dollar a légèrement progressé après que les données économiques américaines de la semaine dernière ont montré une légère baisse de l'inflation et des dépenses de consommation. Le yen s'est affaibli de 0,35 % à 144,82, après avoir atteint vendredi son niveau le plus bas face au billet vert depuis novembre. Il a perdu 9 % par rapport au dollar au cours des six premiers mois de l'année. Face à l'euro, le yen s'est stabilisé à 158,08, juste en dessous de son plus bas niveau en 15 ans touché la semaine dernière, les investisseurs restant attentifs à une éventuelle intervention des autorités japonaises sur le marché des devises.

Le ministre des finances, Shunichi Suzuki, a déclaré vendredi que le Japon prendrait des mesures appropriées en réponse à l'affaiblissement excessif du yen, dans le dernier commentaire des ministres du gouvernement et des fonctionnaires.

"Le yen est sous surveillance et la prochaine donnée est la croissance des salaires de mai au Japon, prévue pour le 7 juillet", a déclaré Paul Mackel, responsable mondial de la recherche sur les devises chez HSBC.

Le Japon a acheté des yens en septembre, pour la première fois depuis 1998, après que la décision de la Banque du Japon (BOJ) de maintenir une politique ultra-libre a fait chuter le yen à 145 dollars. Il est à nouveau intervenu en octobre, après que le yen a plongé à 151,94, son niveau le plus bas depuis 32 ans.

Néanmoins, le moral des entreprises japonaises s'est amélioré au deuxième trimestre, car l'assouplissement des contraintes d'approvisionnement et la levée des restrictions liées à la pandémie ont stimulé la production industrielle et la consommation, selon une enquête de la banque centrale, signe que l'économie est sur la voie d'une reprise régulière.

POINT-MARCHÉS

**L'Europe commence le semestre dans le vert en attendant les PMI**

Les principales Bourses européennes évoluent en légère hausse lundi en matinée pour la première séance du trimestre et du semestre dans un contexte d'appétit prudent pour le risque après les récents indicateurs économiques jugés rassurants.

**A** Paris, le CAC 40 prend 0,2% à 7.414,62 points vers 07h40 GMT. À Londres, le FTSE 100 avance de 0,27% et à Francfort, le Dax s'octroie 0,27%.

L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,33%, le FTSEurofirst 300 de 0,35% et le Stoxx 600 de 0,22%.

Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une ouverture stable pour le Dow Jones et le Standard & Poor's 500 et une hausse de 0,13% pour le Nasdaq. Ce dernier indice, à forte composante technologique, a affiché sur l'ensemble des six premiers mois de l'année, sa plus forte progression en 40 ans pour un premier semestre, tiré par des valeurs comme Apple dont la capitalisation a de nouveau franchi la barre des 3.000 milliards de dollars

vendredi. Tesla, une autre valeur de croissance, est indiquée en hausse de 4,3% à la Bourse de Francfort, le constructeur automobile ayant annoncé dimanche un nombre record de livraison de véhicules au deuxième trimestre.

Le segment technologique est porté par le reflux des rendements obligataires à la suite de la publication vendredi de l'indice PCE des prix aux Etats-Unis, très suivi par la Fed, qui montre un ralentissement marqué de l'inflation en juin sur un an, à 3,8%.

Ce ralentissement a lieu alors que l'économie américaine continue d'afficher un surprenant dynamisme au regard des derniers indicateurs, ce qui éloigne le spectre d'une récession brutale.

La publication prévue dans la journée des in-

dicateurs mensuels de l'activité manufacturière aux Etats-Unis et en Europe seront à cet égard particulièrement suivis.

Sur les marchés d'actions en Europe, la tendance positive est emmenée par les ressources de base (+1,33%) dans l'espoir de nouvelles mesures de relance en Chine, l'indice PMI manufacturier du pays, calculé par Caixin/S&P Global, ayant montré un ralentissement de l'activité en juin, à 50,5 après 50,9 en mai. A Paris, Casino dévisse de 15,13% après une demande de moratoire sur sa dette alors que la date butoir de dépôt des offres de reprise du groupe est fixée ce lundi. Generali bondit de 4,86%, l'autorité de régulation italienne des assurances ayant annoncé avoir autorisé Delfin à détenir une participation de plus de 10% dans le groupe.

CAC40

**Une progression modérée après les indicateurs PMI**

**L**a Bourse de Paris évolue sans grande tendance lundi pour la première séance du second semestre, les investisseurs semblant vouloir marquer une pause après les bonnes performances enregistrées sur la première partie de l'exercice. L'indice CAC40 avance de 0,1% à 7407 points.

Le marché parisien s'était adjugé 1,2% à 7400 points vendredi, une performance qui lui a permis de s'arroger un gain hebdomadaire de près de 3,5%.

Sur l'ensemble du premier semestre, le CAC affiche une hausse de l'ordre de 14,5%. Portée par des indicateurs économiques meilleurs que prévu, la Bourse de New York a elle aussi parachevé vendredi une semaine de progression par une nouvelle séance de hausse.

Sur la semaine qui vient de s'écouler, le Dow Jones et le S&P 500 ont tous les deux gagné 2%, tout comme le Nasdaq qui boucle ainsi neuf semaines de progression sur dix.

En raison de la fête nationale du 4 juillet qui tombera demain, Wall Street ne rouvrira que pour une demi-séance aujourd'hui et sera fermée toute la journée de mardi.

Les investisseurs pourraient bien profiter de cette période de congés pour prendre un peu de recul et examiner où les marchés en sont, avec la question de savoir si le rebond amorcé la semaine passée est susceptible de se prolonger.

Ils vont pouvoir affiner, dans les prochains jours, leur jugement sur l'état de l'économie au gré de plusieurs statistiques qui pourraient constituer le prochain catalyseur pour aller plus haut, ou au contraire justifier une consolidation.

En Europe, les PMI définitifs du secteur manufacturier ont animé le début de séance aujourd'hui, sachant que leurs estimations préliminaires avaient déçu, faisant ressortir des chiffres au bas depuis le début de la pandémie.

L'indice des acheteurs PMI HCOB pour l'industrie ma-

nufacturière française, produit par S&P Global, s'est très légèrement redressé par rapport au 45,7 de mai pour s'établir à 46,0 en juin.

Pour mémoire, c'est le seuil de 50 qui sépare expansion et contraction de l'activité d'un secteur pour les indices PMI : plus l'indice est bas en dessous de ce seuil, plus le rythme de la contraction est rapide.

L'indice PMI HCOB pour l'industrie manufacturière de la zone euro s'est replié de 44,8 en mai à 43,4 en juin. Parmi les autres indicateurs macroéconomiques au programme de la semaine figurent l'indice ISM des services aux Etats-Unis, les dernières 'minutes' de la Réserve fédérale ou encore le rapport sur l'emploi américain.

Toutes ces données permettront aux intervenants de bâtir des scénarios sur le calendrier de relèvement des taux d'intérêt attendu de la part de la Réserve fédérale, alors que les récentes déclarations de Jerome Powell, son président, ont renforcé l'hy-

pothèse d'au moins deux nouvelles hausses de taux.

Sur le marché obligataire, le rendement des emprunts d'Etat américains à 10 ans se tasse un peu en direction de 3,81% après s'être tendu à près de 3,90% en fin de semaine dernière.

Le Bund allemand de même échéance, véritable taux de référence dans la zone euro, recule dans de moindres proportions autour de 2,39%. Du côté des devises, le dollar poursuit son redressement face à toutes les autres grandes devises et l'euro cède quelques fractions, autour de 1,0890 dollar.

Les deux contrats de référence sur le brut perdent autour de 0,2%, prolongeant leur consolidation à plat des dernières séances.

Le baril de Brent se traite à 75,2 dollars, tandis que celui de brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) s'échange à 70,4 dollars.

ZONE EURO/PMI

**Le ralentissement dans l'industrie s'aggrave, la BCE pèse**

**L'**activité manufacturière dans la zone euro s'est contractée en juin plus rapidement qu'initialement estimé dans un contexte de durcissement de la politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE), montre une enquête qui dresse des perspectives de plus en plus sombres pour le secteur de l'industrie.

Les résultats définitifs de l'enquête auprès des directeurs d'achat publiés lundi par S&P Global/Hamburg Commercial Bank montrent que l'indice PMI manufacturier est ressorti à 43,4, son plus bas depuis le début de la

pandémie de COVID-19, contre 44,8 un mois plus tôt et 43,6 en première estimation.

Un indice mesurant la production est tombé à 44,2, à un plus bas depuis de huit mois, après 46,4 le mois précédent.

"Il y a de plus en plus de preuves que le secteur industriel à forte intensité de capital réagit négativement aux hausses de taux d'intérêt de la BCE", a déclaré Cyrus de la Rubia, chef économiste chez Hamburg Commercial Bank. Soucieuse de juguler une inflation élevée, la BCE a relevé depuis juillet 2022 au total le loyer de l'argent de 400 points de base,

portant en juin son taux de dépôt à 3,50%, ce qui pèse sur le pouvoir d'achat des consommateurs et des entreprises endettées.

L'enquête sur les PMI montre également que la demande s'est affaiblie au rythme le plus rapide en huit mois malgré des baisses de prix plus importantes sur les produits manufacturés, de sorte que les usines, devenues plus prudentes, ont réduit leurs effectifs pour la première fois depuis début 2021. L'indice de l'emploi dans le secteur est tombé à 49,8 en juin contre 51,5 un mois plus tôt.

Cours du : 30 Juin 2023  
Valeur : 04 Juillet 2023

BASE	DEVICES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	135.7870	135.8020
1	EUR EURO	147.3696	147.4402
1	GBP POUND STERLING	171.5999	171.6622
100	JPY JAPANESE YEN	93.7432	93.7600
1	CNY CHINESE YUAN	18.6983	18.7040
1	CHF SWISS FRANC	150.8577	150.9414
1	CAD CANADIAN DOLLAR	102.3649	102.4071
1	DKK DANISH KRONE	19.7911	19.7951
1	SEK SWEDISH KRONA	12.4809	12.4878
1	NOK NORWEGIAN KRONE	12.6135	12.6277
1	AED UAE DIRHAM	36.9669	36.9741
1	SAR SAUDI RIYAL	36.2041	36.2100
1	KWD KUWAITI DINAR	441.2967	441.4889
1	TND TUNISIAN DINAR	43.7749	44.2148
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13.7439	13.7454
1	LYD LIBYAN DINAR	28.1651	28.3098
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3.9393	3.9397
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	181.1329	181.1329

## LE GÉNÉRATEUR SOLAIRE D'ENTRÉE DE GAMME JACKERY EXPLORER 500 Il est à -30% en ce moment

Les beaux jours arrivent ! Et avec eux, l'envie de partir à l'aventure ! En camping, ou en randonnée, les générateurs solaires peuvent nous sauver de plusieurs solutions délicates : un téléphone portable en panne de batterie, un appareil photo déchargé... bref avoir un générateur solaire peut être utile !

**C**ette solution d'alimentation portable compacte et puissante vous offre une source d'énergie fiable pour recharger vos appareils électroniques où que vous soyez. Cette centrale électrique portable au lithium de 518Wh et l'un des générateurs les plus légers et les plus portables du marché. Que ce soit pour recharger votre drone, votre téléphone ou votre ordinateur, le Jackery Explorer 500 et facilement transportable : léger et compact, vous pourrez l'emporter partout avec vous.

Il dispose d'une sortie CA, de 3 ports USB-A, de 2 ports CC et d'un port voiture pour faire fonctionner des appareils de faible à forte puissance, notamment un mini-frigo ou une télévision. Pour

le recharger, rien de plus simple. Il existe plusieurs façons de le recharger : via un panneau solaire (Jackery en propose également, vendu séparément), une prise murale ou une sortie 12V de votre véhicule par exemple.

### Conçu pour être durable

Le Jackery Explorer 500 est construit pour durer. Fabriqué avec des matériaux de qualité supérieure, il est résistant aux chocs et aux intempéries, ce qui en fait un compagnon fiable même dans les conditions les plus exigeantes. Sa batterie lithium de haute performance garantit une alimentation constante et fiable pour vos appareils électroniques.



FALCON SHORES

### Intel annonce une nouvelle puce dédiée à l'intelligence artificielle

Intel ne compte pas laisser passer le juteux marché de l'intelligence artificielle. Le constructeur vient d'annoncer sa puce Falcon Shores dédiée au calcul intensif, dont l'architecture a été revue pour se concentrer sur les IA génératives. Cette semaine a lieu la conférence ISC High Performance 2023, un événement dédié aux professionnels du secteur du calcul intensif (High Performance Computing, ou HPC). Intel en a profité pour présenter certains produits pour faire face à Nvidia et AMD, dans un marché hautement concurrentiel et de plus en plus tourné vers l'intelligence artificielle.

Intel accuse un retard important dans les processeurs spécialisés dans l'IA, un marché que Nvidia domine grâce à ses processeurs graphiques. Pour y faire face, le constructeur a décidé de revoir l'architecture de ses puces Falcon Shores. Initialement prévues comme étant un mélange de cœurs à base de processeurs (CPU) et de processeurs graphiques (GPU), les puces ne contiendront désormais que des cœurs graphiques.

### Un nouveau supercalculateur de plus de 2 exaflops

Ces nouvelles puces seront adaptées au calcul intensif, et surtout à l'intelligence artificielle, dont les grands modèles de langage comme ChatGPT, grâce aux formats de calcul en virgule flottante FP64, BF16 et FP8. Elles prendront en charge jusqu'à 288 gigaoctets de mémoire HBM3 avec une bande passante maximale de 9,8 téraoctets par seconde. Cela leur permettra de concurrencer les puces Nvidia H100 Hopper qui disposent de seulement 80 gigaoctets de mémoire vive.

### AVEC DES BOUÉES GÉANTES

## Une start-up transforme l'énergie illimitée des vagues en électricité



**D**e plus en plus, produire notre énergie à partir de sources bas carbone, c'est ce qui nous aidera à limiter le réchauffement climatique et sa cascade d'effets négatifs. Nous pourrions, pour cela, trouver un allié plutôt inattendu dans... les vagues !

Nous n'en avons pas forcément conscience. Pourtant, nos océans débordent d'énergie. Une énergie renouvelable qui pourrait bien nous être d'une grande utilité au moment où notre transition énergétique doit s'accélérer. Depuis plus de dix ans déjà, une entreprise européenne baptisée CorPower Ocean y croit. Il y a quelques mois, elle a lancé la commercialisation d'une solution qui permet d'exploiter l'énergie des vagues. Le potentiel sur notre seule façade atlantique de cette énergie, qualifiée de houlomotrice par les spécialistes, serait de l'ordre de 10 à 15 GW avec, notamment, l'avantage de présenter un pic décalé par rapport au vent et de permettre, généralement, une production plus importante en fin de journée et en hiver. Les périodes, jus-

tement, où les besoins en électricité sont traditionnellement les plus importants.

### Une bouée high-tech pour produire de l'électricité

Pour récupérer l'énergie des vagues, différentes solutions techniques peuvent être mises en œuvre. Des techniques reposant sur la capture de variations de pression ou sur la capture d'une masse d'eau. La solution proposée par CorPower Ocean est amarrée au fond marin. Il s'agit d'une bouée qui convertit l'énergie mécanique des vagues — qui fait monter et descendre ladite bouée — en énergie électrique par le biais de générateurs intégrés ; un système de contrôle permet d'assurer un fonctionnement optimal, quelles que soient les conditions en désynchronisant la bouée du mouvement des vagues lors de tempêtes, ou, au contraire, en les synchronisant par temps calme pour amplifier l'effet des vagues et multiplier l'effet de la houle par trois.

## ENTRE LES ÉCRANS AMOLED ET LCD

### Quelle est la différence

Les fiches techniques des téléviseurs et des smartphones sont souvent bien obscures, notamment en ce qui concerne les technologies d'écran. Que se cache-t-il derrière les appellations AMOLED, LCD TFT ou IPS ? Voici nos explications. Qu'il s'agisse de choisir un smartphone, un téléviseur ou un moniteur informatique, la qualité de l'écran est l'un des critères primordiaux.

La technologie de l'écran AMOLED L'écran AMOLED (Active-Matrix Organic Light-Emitting Diode) ou « matrice active Oled » reprend le principe technique de l'écran LCD au niveau du contrôle individuel des pixels mais en éliminant le rétroéclairage. Les cristaux liquides sont remplacés par des diodes électroluminescentes organiques qui produisent leur propre lumière sous l'effet d'un courant électrique. Ce type d'écran se caractérise par l'intensité de ses couleurs, la profondeur de ses noirs (car les pixels sont alors éteints) et le haut niveau de contraste.

Par ailleurs, l'absence de rétroéclairage réduit la consommation d'énergie par rapport à un écran LCD et permet de fabriquer des dalles dont la finesse est inférieure à 5 millimètres. Le temps de réponse étant très court (moins de 0,1 milliseconde), les dalles AMOLED ne produisent pas d'effet de rémanence et offrent une fluidité idéale pour les jeux vidéo.

Voilà pour les avantages, mais il y a aussi des inconvénients non négligeables. Les écrans AMOLED sont beaucoup plus chers à produire car il faut éviter toute présence d'humidité durant le processus de fabrication. De plus, leur durée de vie est encore largement perfectible (environ 40.000 heures) par rapport au LCD, notamment en raison de la dégradation des sous-pixels bleus.

Supérieur au LCD sur de nombreux points, l'écran AMOLED est handicapé par un coût de production encore trop élevé et une durée de vie plus courte. © AlexLMX, Shutterstock

Quelle est la différence entre un écran LCD TFT et IPS ?

Un écran LCD se compose de cellules emplies de cristaux liquides qui sont illuminés par un rétroéclairage tandis que des filtres se chargent de définir les couleurs. Chaque pixel d'un écran est composé de trois sous-pixels rouge, vert et bleu. Il existe deux catégories d'écran LCD

★	QUI REND PLUS FORT	MISE À NIVEAU	BIEN CONNUS	UN RAPPORT DU CERCLE	S'ÉPUISAIT (S')	GRANDS PROJETS	SEMBLABLES	FOULURE	ÉCRITURE RAPIDE
BIEN SUIVIS	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼	▼
CHERCHENT À SÉDUIRE	▶								
CHEMINES	▶			ARRÊT ÉLÉMENTS D'UN TOUT	▶				
DÉSIGNE UN TIERS	▶		OISEAU CHANTEUR FERA UN ESSAI	▶	▼				
S'INCLINANT SUR UN BORD	▶		▼				SYMBOLE DE RECTO MUTINERIE	▶	
LIEUX PLANTÉS DE SAULES	▶						▼		ALGARADE
QUOTES-PARTS	▶								▼
PATENTÉ	▶							COUPÉ COURT	
PAS RECONNUE	▶				CERTAINE CONJONCTION	▶		▼	
TRONC SCULPTÉ	▶				▼	ÉCORCE DE CHÊNE	▶		
PRÉPARE DES CADRES	▶			OPTION À DÉFENDRE	▶				

POUR LE TESLA CYBERTRUCK

## Ça se complique encore

*L'incroyable pick-up électrique de Tesla devrait coûter bien plus cher que prévu initialement. Son volume de production reste également un mystère pour l'instant. Le Tesla Cybertruck dans sa forme conceptuelle.*



**T**out le monde attend avec impatience de voir ce que donnera la version définitive du Tesla Cybertruck. Le premier pick-up de la marque, qui a fait sensation en 2019 lors de sa présentation officielle dans sa forme conceptuelle, a choqué tout le monde avec son design hors du commun. Initialement annoncé pour une commercialisation dès l'année 2021, l'utilitaire hors normes de Tesla a depuis été repoussé à plusieurs reprises. Compte tenu des défis posés par l'industrialisation d'un engin aussi détonnant, on comprend aisément les raisons de ces retards. Alors que le Cybertruck doit enfin démarrer sa produc-

tion à la fin de l'année, Elon Musk a donné quelques précisions sur l'avancée du projet à l'occasion de sa dernière conférence (où il a également montré le profil d'un nouveau modèle). Comme on pouvait s'y attendre, l'objectif initial de prix du Cybertruck ne sera pas respecté. Promis à 40 000 dollars dans sa version de base, le pick-up a coûté beaucoup plus cher que prévu en développement et subit aussi la hausse du coût des matières premières et de l'énergie. Dans quelles proportions son prix va-t-il augmenter ? Pour l'instant, Elon Musk ne donne aucun chiffre mais il pourrait malheureusement se rapprocher de l'addition d'une Model S plutôt que d'une

Model 3 de base.

En tout cas que la production du Cybertruck démarrera d'abord à petite échelle, avant de pouvoir atteindre théoriquement les 250 000 exemplaires annuels à rythme de croisière si la demande est au rendez-vous. Si tel était le cas, il se rapprocherait des volumes de production des Ford F-150, Ram et autres Chevrolet Silverado qui dominent toujours le marché des pick-up aux Etats-Unis. Et toujours pas un mot sur l'éventuelle commercialisation du Cybertruck en-dehors de l'Amérique et notamment en Europe...

DANS LE DÉVELOPPEMENT DU SOFTWARE DEFINED VEHICLE

## Renault Group et Valeo signent un partenariat

**R**enault Group et Valeo annoncent la conclusion d'un partenariat sur le développement de l'architecture électrique et électronique des prochaines générations de véhicules du Groupe. L'architecture du Software Defined Vehicle permettra de proposer des véhicules toujours à jour durant l'ensemble de leur durée de vie et capables d'intégrer des nouvelles fonctionnalités sans modification matérielle. Dans le cadre de ce partenariat, Valeo fournira des composants électriques et électroniques essentiels du SDV, notamment le High-Performance Computer (HPC – calculateur haute performance). Des ingénieurs de Valeo travailleront également près des sites de

Renault Group à Guyancourt, Toulouse et Sophia-Antipolis et collaboreront étroitement avec les équipes de Renault Software Factory sur le développement logiciel. Valeo fournira enfin des logiciels applicatifs embarqués, comme l'assistance au parking. Ce nouveau partenariat contribuera à réduire les temps de développement et les coûts de l'architecture électrique et électronique tout en privilégiant la haute performance, la compatibilité et la sécurité. Complémentaire des accords signés avec Google pour le Car OS, le Cloud et le Digital Twin (jumeau numérique) et Qualcomm pour le Digital Chassis et les System-On-Chip (systèmes sur puces),

cette collaboration avec Valeo permet à Renault Group de renforcer sa maîtrise de la chaîne de la valeur du Software Defined Vehicle. Marc Vrecko, Président du Business Group Confort et Systèmes d'Aide à la Conduite de Valeo: «Ce développement conjoint renforce le partenariat historique entre Valeo et Renault Group. Grâce à ce très important contrat, Valeo est fier de collaborer avec Renault Group pour préparer l'avenir du Software Defined Vehicle. Ce partenariat stratégique témoigne d'un engagement fort à repousser ensemble les limites de la technologie automobile pour améliorer l'expérience de conduite et la sécurité des utilisateurs». François Provost, Directeur

des Achats, des Partenariats et des Affaires Publiques de Renault Group: «L'arrivée de Valeo dans notre écosystème tech constitue une étape importante en vue de la co-construction de notre Software Defined Vehicle. Ce nouveau partenariat réunit les compétences, l'expertise et l'innovation de nos deux entreprises françaises afin de proposer des véhicules au meilleur niveau technologique et compétitifs en termes de coûts et de délai de développement. Renault Group, et sa future entité Ampere dédiée à l'électrique et au Software, continue de se renforcer sur la chaîne de valeur de demain, pour devenir l'entreprise automobile de nouvelle génération.»

OPEL

## La firme dévoile la nouvelle Corsa 2023 restylée

La nouvelle Opel Corsa arrive dès cette année. Encore plus affirmée, encore plus émotionnelle, encore plus intuitive à utiliser et dotée de toutes nouvelles motorisations électriques et hybrides, la nouvelle venue marque une forte évolution de la proposition traditionnelle d'Opel dans le segment des citadines.

En premier lieu, la nouvelle Corsa séduit par son nouveau design. Elle adopte en effet la face avant caractéristique de la marque, l'Opel Vizor, et le lettrage Corsa implanté fièrement au centre du hayon arrière. Par ailleurs, la citadine allemande permet de rouler encore plus détendu grâce à l'apport de nouvelles technologies. En option, la nouvelle Corsa propose un tableau de bord tout numérique basée sur la plateforme Snapdragon Cockpit de Qualcomm Technologies1 : elle s'enrichit d'un nouveau logiciel et d'un écran tactile couleur pouvant atteindre 10 pouces. L'éclairage matriciel non éblouissant Intelli-Lux LED\*, que la Corsa a inauguré dans le segment des citadines en 2019, bénéficie lui aussi d'améliorations qui le rendent encore plus performant : il dispose désormais de 14 segments à LED. La dernière itération du best-seller des citadines bénéficie également de la high tech sous le capot. La Corsa Electric dispose désormais de plus de puissance et d'une batterie améliorée permettant une autonomie de 402 kilomètres selon la norme WLTP2. D'autres motorisations sont également nouvelles. La Corsa est la première Opel disponible en version hybride avec un système 48 volts. La nouvelle Corsa offre donc à ses clients un choix de motorisations allant du 100% électrique à l'hybride, en passant par des moteurs thermiques particulièrement sobres. Une offre inégalée sur ce segment.

## La Chine restreint les exportations de deux métaux critiques

La Chine a annoncé lundi l'imposition à compter du mois prochain de restrictions sur les exportations de deux métaux rares dont le géant asiatique est le principal producteur et indispensables pour les semi-conducteurs. Ces mesures interviennent dans un contexte de tensions autour des semi-conducteurs, sur fond de rivalité technologique avec les États-Unis.

À compter du 1er août, les exportations de gallium et de germanium nécessiteront une licence avant de pouvoir être autorisées, selon une directive publiée par le ministère du Commerce et des douanes chinoises. Le destinataire final des exportations et l'objet de leur utilisation devront être précisés, ajoute le texte. Le communiqué justifie ces mesures par la nécessité de « préserver la sécurité et les intérêts nationaux ».

### PROCHAINE RENTRÉE SCOLAIRE

## Tous les arrêtés relatifs à la vie scolaire seront numérisés

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed, a affirmé que tous les arrêtés relatifs à la vie scolaire seront numérisés au début de la prochaine rentrée scolaire, se félicitant de la cadence de l'opération du mouvement de transfert dans le corps des enseignants, a indiqué, ce lundi, un communiqué du ministère. Le ministre de l'Éducation nationale a présidé, dimanche au siège du ministère, une conférence nationale par visioconférence consacrée au suivi de l'application des procédures relatives à cette opération, en présence de cadres de l'administration centrale, des directeurs de l'éducation, ainsi que des responsables de la numérisation au sein des directions de l'éducation, a précisé le communiqué.

Selon la même source, le ministre s'est enquis de « l'état de mise en œuvre par les directeurs de l'éducation de la mesure de numérisation de l'opération du mouvement de transfert dans le corps enseignant, ainsi que l'élaboration des calendriers et des procès-verbaux en vue les soumettre aux commissions administratives paritaires pour avis », ajoutant que « la mise en œuvre des procédures permettra l'impression et l'envoi des arrêtés d'affectation aux établissements de l'enseignement, à remettre aux enseignants concernés lors de la signature des PV de sortie, le 4 juillet ».

Dans le même contexte, le ministre a valorisé « les efforts déployés par tout un chacun ainsi que le respect du calendrier fixé et la coordination permanente avec l'administration centrale, à l'effet de procéder à la numérisation de cette opération qui a permis de satisfaire les vœux d'un taux élevé de participants au mouvement de transfert ». Le ministre a également salué « la précision et la célérité dans la mise en œuvre des procédures, en toute intégrité et transparence, ce qui illustre le niveau d'efficacité et renforce la stabilité du secteur », conclut le communiqué.

R. E.

### LE MINISTRE DES MOUDJAHIDINE L'A SOULIGNE

## «L'Algérie n'oubliera jamais le mérite des soutiens de sa juste cause»

L'Algérie "qui n'oubliera jamais le mérite des soutiens de sa juste cause, exprime une nouvelle fois aujourd'hui sa loyauté à tous les amis de la Révolution, et sa reconnaissance envers leur œuvre", a affirmé lundi à Alger, le ministre des Moudjahidine et des Ayants-droit, Laïd Rebiga. S'exprimant à l'ouverture des travaux de l'Assemblée générale constitutive de l'Association internationale des Amis de la Révolution algérienne, M. Rebiga a indiqué que "l'Algérie d'aujourd'hui n'oubliera jamais le mérite des soutiens de sa juste cause", relevant que le 61e anniversaire de la fête de l'Indépen-

dance "se veut une occasion, à travers laquelle, l'Algérie exprime une nouvelle fois sa loyauté aux amis de sa Révolution, et sa reconnaissance envers leurs œuvres". Les amis de la Révolution algérienne "ont eu, grâce à leur dévouement et à leurs sacrifices pour notre cause, tout l'amour et la gratitude" au moment où notre Révolution avait cruellement besoin de soutiens, a ajouté le ministre. "La fidélité et le dévouement sont des qualités dont fait preuve le peuple algérien envers tous ses soutiens", a-t-il souligné, relevant que ces valeurs "sont une passerelle entre les nations et un véritable gage

pour la réalisation de la coopération, du progrès et de la paix dans le monde". "Demeurant, ad vitam aeternam, symbole de la liberté, l'Algérie suivra toujours ses pas sur le chemin du soutien aux causes justes partout dans le monde", a réaffirmé le ministre. Au sujet de la création de l'Association, M. Rebiga a salué cette initiative, indiquant que l'Algérie "veille à valoriser cette expérience, mais également à actualiser le rôle de cette Association dans la défense des valeurs de justice et de dignité de l'Homme". L'Association se veut "un creuset du

legs historique des Amis de la Révolution, partout où qu'il soit, voire un outil d'expression de la culture de défense du droit des peuples et des nations à la liberté et à la paix", a-t-il soutenu. La création de cette Association "est une initiative louable à même de parachever le processus de loyauté envers ceux qui ont soutenu notre Révolution sacrée, ceux qui nous ont partagé les maux, les larmes et le sang durant la Guerre, et lesquels ont été de véritables frères et amis au cœur et au sang des Algériens", a conclu le ministre.

### COOPÉRATION

## La secrétaire américaine au Trésor en visite en Chine cette semaine

La secrétaire américaine au Trésor Janet Yellen va effectuer un déplacement en Chine, de jeudi à dimanche, pour y rencontrer des officiels chinois. Après Antony Blinken, chef de la diplomatie américaine, c'est au tour de Janet Yellen, secrétaire américaine au Trésor, de se rendre en Chine. Lors de son séjour à Pékin, la ministre des Finances s'entretiendra avec des membres du gouvernement « de l'importance pour les deux pays, en tant que premières économies mondiales, de gérer leur relation de manière responsable », selon le département du Trésor. Janet Yellen entend également insister sur la nécessité de « communiquer directement sur les sujets de préoccupation et de travailler à traiter les défis planétaires ».

« Nous n'attendons pas de percée significative de ce voyage », a tempéré un officiel du département du Trésor. « Pour autant, nous espérons avoir des discussions constructives et établir des canaux de communication à plus long

terme » avec la Chine, a ajouté le responsable. « Lors de ce voyage, nous voulons approfondir et renforcer la fréquence de communication entre nos pays et stabiliser les relations, pour éviter des malentendus et étendre notre collaboration là où c'est possible », a expliqué un membre du département du Trésor. Janet Yellen prévoit, par ailleurs, de faire part aux autorités chinoises des « inquiétudes » que suscite la nouvelle loi anti-espionnage entrée en vigueur samedi en Chine. Ce texte donne au gouvernement une marge de manœuvre élargie pour lutter contre les menaces à la sécurité nationale, ce qui suscite des inquiétudes parmi les entreprises étrangères implantées en Chine. En avril, la secrétaire au Trésor avait détaillé les principes guidant les relations économiques des États-Unis avec la Chine. Le gouvernement américain cherche d'abord à « préserver ses intérêts de sécurité nationale ainsi que ceux de ses alliés ». Il entend également « défendre les droits humains

par le biais d'actions ciblées qui ne sont pas destinées à en tirer avantage économiquement ». Les États-Unis veulent aussi établir « des relations économiques saines avec la Chine, qui favorisent la croissance et l'innovation » dans les deux pays. Le gouvernement de Joe Biden souhaite, enfin, « coopérer sur des questions mondiales urgentes comme le changement climatique et l'allègement de la dette » des pays en développement. Les relations diplomatiques et économiques entre les deux pays se sont progressivement détériorées depuis le mandat de Donald Trump. En novembre, le chef de l'État américain Joe Biden avait rencontré pour la première fois en personne le président chinois Xi Jinping pour tenter d'apaiser les tensions. Mais, à peine Antony Blinken rentré de Chine, Joe Biden a qualifié de « dictateur » Xi Jinping, des propos considérés comme une « provocation » par Pékin.

R. I.

### LEVÉES DE FONDS DES START-UP AFRICAINES

## En chute de 52,4 % au 1<sup>er</sup> semestre 2023

Après une forte croissance en 2022, l'Afrique n'a pas échappé au refroidissement du marché du capital-risque à l'échelle mondiale au premier semestre 2023. Le nombre de start-up qui ont réussi à mobiliser des financements et le montant total des levées de fonds enregistrent des baisses à deux chiffres. Les start-up africaines ont levé 1,19 milliard de dollars au premier semestre 2023, contre 2,27 milliards de dollars durant la même période de 2022, selon des données publiées ce lundi 3 juillet par Disrupt Africa, une plateforme d'information spécialisée dans les écosystèmes tech en Afrique. Les levées de fonds réalisées entre le 1er janvier et le 30 juin de l'année en cours ont ainsi enregistré une baisse de 52,4 %,



comparativement aux six premiers mois de l'année écoulée. Le nombre des start-up qui ont réussi à mobiliser des financements durant le premier semestre 2023 s'est limité à 131 jeunes pousses, contre 303 au cours de la même période de 2022.

Cette baisse s'explique essentiellement par le refroidissement du marché du capital-risque à l'échelle mondiale dans un contexte de fortes incertitudes macroéconomiques et de tensions géopolitiques. En 2022, les levées de fonds

réalisées au premier semestre avaient représenté plus des deux tiers de l'ensemble des financements mobilisés sur l'ensemble de l'année (3,33 milliards de dollars), selon Disrupt Africa.

R. I.

